

## La « guerre d'usure » égypto-israélienne, 1968-1970 The Egypto-Israelian « War of Attrition » 1968-70

Louis-Jean Duclos

Volume 10, numéro 1, 1979

L'analyse comparative des conflits

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700916ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700916ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Duclos, L.-J. (1979). La « guerre d'usure » égypto-israélienne, 1968-1970. *Études internationales*, 10(1), 127–175. <https://doi.org/10.7202/700916ar>

Résumé de l'article

The « War of Attrition » constituted one of the crises of the ongoing Arab-Israeli confrontation. From March 8<sup>th</sup> 1969 Arab revendications for restoration by Israel of the territories lost in 1967 took, under Egyptian direction and the urging of the Palestinian movement, the form of a limited armed conflict. We postulate that the evolution of this crisis depended not only on the capabilities of the belligerents nor on the intervention of the superpowers but also on the objectives of the principal actors. Analysis of these objectives confirms the radical nature of the hostility between Egypt and Israel and the both defensive and restitutory aspect of each country's goals. It emphasizes above all that the object of the crisis was basically the occupied territories dispute and that the cease-fire has left a legacy of heightened disaffection in comparison with the period preceding the crisis. Examination of the behavioral data enables the delimitation of not only the dyadic and polarized configuration of the confrontation but also the latter's context. The search for a purely interactional determination of behaviour leads one to put forward prudently that an increase in Israeli coercion is related to deescalation while an aggravation of Egyptian belligerence produces the opposite effect. The latter being often preceded in Cairo by the articulation of negative objectives, one could conclude, provisionally, that the « War of Attrition » evolved according to a multivariate open model in which the objectives of Cairo determined the conduct of Israel subject to the intervening Egyptian behavioural variable.

# LA « GUERRE D'USURE » ÉGYPTO-ISRAËLIENNE, 1968-1970

Louis-Jean DUCLOS \*

## ABSTRACT – *The Egypto-Israelian « War of Attrition » 1968-70*

*The « War of Attrition » constituted one of the crises of the ongoing Arab-Israeli confrontation. From March 8th 1969 Arab revendications for restoration by Israel of the territories lost in 1967 took, under Egyptian direction and the urging of the Palestinian movement, the form of a limited armed conflict. We postulate that the evolution of this crisis depended not only on the capabilities of the belligerents nor on the intervention of the superpowers but also on the objectives of the principal actors. Analysis of these objectives confirms the radical nature of the hostility between Egypt and Israel and the both defensive and restitutory aspect of each country's goals. It emphasizes above all that the object of the crisis was basically the occupied territories dispute and that the cease-fire has left a legacy of heightened disaffection in comparison with the period preceding the crisis. Examination of the behavioral data enables the delimitation of not only the dyadic and polarized configuration of the confrontation but also the latter's context. The search for a purely interactional determination of behaviour leads one to put forward prudently that an increase in Israeli coercion is related to deescalation while an aggravation of Egyptian belligerence produces the opposite effect. The latter being often preceded in Cairo by the articulation of negative objectives, one could conclude, provisionally, that the « War of Attrition » evolved according to a multivariate open model in which the objectives of Cairo determined the conduct of Israel subject to the intervening Egyptian behavioral variable.*

## I – CADRAGE HISTORIQUE

Lorsque survient la « guerre d'usure » entre l'Égypte et Israël au printemps de 1969, il y a presque quarante ans déjà que s'est ouverte une période de violence récurrente entre l'État juif (et avant lui la colonie juive de Palestine) et son environnement arabe. C'est dès les années 1920, en effet, que commence à se manifester par les armes l'hostilité arabe à l'entreprise sioniste. Dès lors une situation de conflit endémique s'instaure dans la région, jalonné de crises aiguës encadrant des périodes de rémission<sup>1</sup>. De 1920 à 1969, quatre crises majeures peuvent être signalées mettant en cause l'entité sioniste, d'une part, et de l'autre, des adversaires arabes, organisés ou non en État.

\* Attaché de recherche au Centre d'études de relations internationales (CERI), de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

1. C'est ce qui a été qualifié de « the continuing M.E. Crisis » par John N. MOORE, dans *The Arab-Israeli Conflict, Readings and Documents*, Princeton University Press, 1972 ; voir aussi le titre du livre de Netanel LORCH, *One Long War. Arab versus Jew Since 1920*, Jerusalem, Kever Publishing House, 1976.

La révolte palestinienne de 1936 est la première de ces crises. Elle ne revêt qu'un caractère international imparfait du fait que les deux protagonistes, le « Yishouv<sup>2</sup> » et le mouvement national palestinien ne jouissent, ni l'un ni l'autre, de la personnalité étatique. Mais, par ailleurs, elle implique la Grande-Bretagne en tant que puissance mandataire et, malgré les limites imposées à leur souveraineté par la même puissance britannique, les principaux pays arabes du Moyen-Orient, soit en tant que médiateurs fortement intéressés, soit en tant que pourvoyeurs plus ou moins responsables de combattants volontaires.

La deuxième crise est, en 1948, la « Guerre d'indépendance » d'Israël. Le jeune État juif bénéficie du soutien affectif des États-Unis et d'une aide matérielle des pays de l'Est. Du côté arabe elle met en jeu, outre une résistance populaire palestinienne au moins passive, l'Égypte, la (Trans-)Jordanie, l'Irak et le Liban. Londres, sans prendre ouvertement parti, se contente d'apporter une aide limitée à Amman.

En 1956, éclate la « Guerre de Suez ». C'est la troisième crise. D'un côté, Israël profite du concours militaire limité de la France et de la Grande-Bretagne. De l'autre, l'Égypte, quoique seule sur le champ de bataille, reçoit l'aide diplomatique de l'Union soviétique et des États-Unis.

Onze ans plus tard, la quatrième crise survient avec la « Guerre des Six Jours ». Face à Israël qui, cette fois-ci, sur le moment, n'a besoin de l'aide de personne, sont engagées l'Égypte, devenue la République arabe unie (R.A.U.), la Syrie et la Jordanie, les deux premières étant assurées du soutien moral de l'Union soviétique.

Durant toute cette période, la démarche des acteurs arabes, pris individuellement ou dans leur ensemble, reste identique quelles que soient ses modalités : elle est une réponse aux objectifs du mouvement sioniste et une réaction à la réalisation progressive de ceux-ci.

Dans une perspective à long terme, Israël et le mouvement sioniste sont en effet les initiateurs des crises aux termes mêmes des définitions de CADIC<sup>3</sup>, puisque ce sont eux qui contestent une situation initiale dans laquelle l'élément israélite est, en Palestine, politiquement inexistant et qu'ils s'emploient à y édifier *ex nihilo* un État juif, puis d'en parfaire la définition territoriale, structurelle et relationnelle. On pourrait dire, en d'autres termes, que la politique du « Yishouv » d'abord, et d'Israël ensuite à l'égard des Arabes est stratégiquement offensive, qu'on y observe une tension permanente vers l'acquisition de territoires, la judaïsation interne et l'ouverture des frontières sur un voisinage qui, jusqu'à présent, s'y refuse.

Dans cette même perspective les objectifs et le comportement de l'acteur arabe sont défensifs. Ils expriment le refus de la modification des *statu quo* anté-

2. Appellation hébraïque de la colonie juive de Palestine.

3. Cf. Albert LEGAULT, Janice STEIN, John SIGLER et Blema STEINBERG, « L'analyse comparative des conflits interétatiques dyadiques (CADIC) », *Études internationales* IV, n° 4, décembre 1973.

rieurs, soit, plus explicitement, l'opposition à toute acquisition de territoires par le mouvement sioniste, le refus de la désarabisation interne des régions passées cependant sous contrôle adverse et la résistance de l'environnement arabe à la pénétration diplomatique, économique et physique des Israéliens. Ces dispositions resteront dans l'ensemble constantes et évidentes dans le Moyen-Orient arabe jusqu'après la « Guerre des Six Jours ».

Devant l'énormité des griefs arabes, notamment celui de l'amputation territoriale, les autres paramètres de distanciation entre adversaires paraissent singulièrement insignifiants. Au demeurant, les points de contact sont rares et, plus rares encore ceux qui, telle la parenté des langages, ne sont pas récupérés par la dynamique du conflit pour devenir autant de sujets d'opposition et de lieux d'affrontement. Tel est le résultat auquel aboutissent, en général, la référence à des origines ethniques légendaires communes (Abraham), la revendication de traditions prophétiques voisines, le commerce de partenaires économiques identiques, ou encore l'appartenance aux mêmes organismes internationaux.

La simplicité d'une incompatibilité israélo-arabe rigoureusement équilibrée est cependant altérée par le fait qu'on est en présence d'un conflit dyadique imparfait. D'un côté, on a bien le « Yishouv », puis Israël et, au-delà, le mouvement sioniste, qui se comportent comme un acteur unique. Du côté arabe, en revanche, on a affaire à un système régional qui joue un rôle, certes, symétrique au niveau mal quantifiable qu'on appellera, faute de mieux, le nationalisme arabe, mais dont les diverses composantes étatiques, et paranationales pour y inclure les Palestiniens, peuvent diverger dans le temps par leurs objectifs et par leurs comportements. Vue rétrospectivement, une résultante peut être dégagée et, nonobstant les compatibilités partielles prévalant éventuellement entre le Liban chrétien et la Jordanie hachémite, d'une part, et Israël, de l'autre, celle-ci doit être analysée comme une volonté et une action uniques de résistance aux intentions et aux réalisations du sionisme.

Un certain découpage de l'histoire des rapports israélo-arabes entre les années vingt et soixante-huit fait apparaître de tout autres qualifications<sup>4</sup>. Objectifs et comportements arabes deviennent offensifs puisqu'ils visent et tendent à remettre en cause les gains acquis par Israël à l'issue de la crise précédente. Le comportement d'Israël, à l'inverse, apparaît comme une protection des mêmes avantages acquis antérieurement, même lorsqu'il revêt la forme d'une attaque préventive comme en 1967. Seule la « Guerre de Suez » n'entre pas dans ce schéma dans la mesure où Israël y visait plus l'obtention de nouveaux gains (l'ouverture du golfe d'Aqaba et du canal de Suez à la navigation israélienne), que de réagir aux harcèlements égypto-palestiniens de la bande de Gaza.

Avec la « guerre d'usure », au contraire, si on veut bien la détacher de la « Guerre des Six Jours » qu'elle prolonge cependant d'une certaine manière, nous sommes en présence du cas pur où l'acteur arabe, visant à modifier le *statu quo* instauré à son désavantage quelques mois plus tôt, se désigne, toujours dans la

4. Pour Netanel Lorch, aux thèses généreusement pro-israéliennes, l'initiative est toujours, sauf en 1956, du côté arabe : N. LORCH, *op. cit.*, pp. 222ss.

terminologie CADIC, comme le revendicateur. Symétriquement, l'acteur israélien, soucieux de conserver ses récents acquis soit définitivement, soit en vue d'échanges diplomatiques ultérieurs, devrait faire exclusivement figure de défenseur ; on verra que ce n'est pas aussi simple.

Dans le courant de l'automne 1968, six mois avant le déclenchement de la « guerre d'usure », le paysage conflictuel israélo-arabe s'organise comme suit. Sur le terrain, le nouveau tracé des lignes de cessez-le-feu continue d'assurer à Israël la maîtrise du Golan, de la Cisjordanie et du Sinaï, conquis respectivement sur la Syrie, sur la Jordanie et sur l'Égypte, l'année précédente. La position militaire de Jérusalem s'en trouve sensiblement améliorée tant pour sa défense que pour la reprise de l'initiative. Le nouveau front s'accroche désormais à des accidents naturels, sa longueur est réduite d'un tiers pour un espace délimité trois fois supérieur, son tracé passe assez loin des centres vitaux du pays pour mettre ceux-ci à l'abri des fusils de l'adversaire et augmenter le temps d'interception des avions de celui-ci. Seules ombres au tableau : des lignes de communication intérieures un peu plus longues et, en Cisjordanie et à Gaza, une population *a priori* hostile à contrôler.

De toute façon l'optimisme israélien est à son comble. L'autosatisfaction des militaires ne le cède qu'à la suffisance des politiques<sup>5</sup>. Il semble aux uns et aux autres qu'il suffit d'attendre encore un peu pour qu'un dirigeant arabe, tirant les conséquences de sa défaite, apporte sur la table de négociation la reconnaissance de son pays, la paix et la coopération, en échange de la récupération d'un morceau de son territoire.

Pourtant, depuis la conférence interarabe « au sommet » réunie à Khartoum le 31 août 1967, rien ne permettait de supposer qu'une telle éventualité était sur le point de se réaliser. N'y avait-on pas, en effet, proféré les trois fameux « non » à la négociation directe, à la reconnaissance et à la paix ? Sans doute y avait-on déclaré renoncer à obtenir la revanche par la force, mais c'était pour affirmer aussitôt qu'on l'obtiendrait par la diplomatie. Le propos était d'ailleurs dicté avant tout par les circonstances. Tout d'abord, il constatait tout en le camouflant l'incapacité des belligérants arabes à reprendre pour le moment des opérations coordonnées. En deuxième lieu, il était principalement destiné à la consommation des Grandes puissances qui, au Conseil de sécurité de l'ONU, préparaient la résolution n° 242<sup>6</sup>. Il ne ralliait enfin ni tous les intéressés arabes – la Syrie s'était désolidarisée – ni n'engageait sérieusement les signataires eux-mêmes qui n'hésitaient pas à se déjuger dans les semaines qui suivirent, ni à poursuivre leurs escarmouches sur le terrain<sup>7</sup>.

5. Cf. Jean OUGROUR [pseudonyme], « L'impasse israélienne », *Revue française de science politique* XVIII, n° 4, août 1968, p. 739.

6. Résolution du 22 novembre 1967 qui prévoit dans ses grandes lignes le retrait israélien des (ou de) territoires occupés contre le droit de chaque État de la région à vivre en paix dans des « frontières sûres et reconnues ».

7. Pour Mohammed Heikal, les choses sont en vérité très claires : Nasser avait, dès juin 1967, envisagé qu'à une phase « purement défensive » qui prendra fin en novembre 1967, succédera une phase de « réaction du front ». Mohammed HEIKAL, *The Road to Ramadan*, New York, Quadrangle/N.Y. Times Book Co., 1975, pp. 55 et 56.

Il est, de toute manière, difficile de déchiffrer les véritables intentions des uns et des autres et il faut se contenter d'une « fourchette » entre un maximum et un minimum. Ainsi, pour Israël, il s'agit de maintenir l'occupation des territoires soit en tant que monnaie d'échange contre une paix contractuelle (le minimum), soit en vue de leur annexion définitive (le maximum). Pour les Arabes, le sens de « l'effacement des séquelles de l'agression » et de la « réaffirmation des droits du peuple palestinien sur son pays » dont fait état le communiqué de Khartoum, va du rétablissement du *statu quo* territorial plus quelques satisfactions humanitaires et financières pour les réfugiés palestiniens (le minimum) à l'anéantissement des structures étatiques israéliennes associé à une réduction substantielle de la population juive existante (le maximum).

La marge de compatibilité de ces intentions initiales était d'autant plus étroite qu'en Israël les minimalistes acceptant la restitution de la totalité des territoires occupés étaient presque aussi rares que ceux qui, en milieu arabe, affirmaient s'en contenter.

Mais l'incompatibilité des aspirations est une chose. Celle des objectifs retenus par les dirigeants et le choix des moyens de leur réalisation en est une autre qui ne peut pas ne pas prendre en compte les capacités respectives de chaque camp.

Il ne suffit pas, en effet, que ces aspirations soient incompatibles par nature ou par fonction, il faut encore qu'elles s'appuient sur des capacités relativement équilibrées<sup>8</sup>, faute de quoi l'un des acteurs renonce soit à résister, soit à exiger, et force est alors au *challenger*, dans le meilleur des cas, de se réfugier dans le culte d'une utopie, qui n'est d'ailleurs parfois que de l'action mise en réserve.

Une évaluation sommaire des capacités respectives des acteurs du conflit israélo-arabe conduit à constater cet équilibre approximatif entre Israël, d'un côté, et ceux que, dans le camp arabe, la géographie et les motivations politiques désignent, en 1968, comme les adversaires immédiats de l'État juif : à savoir la R.A.U.<sup>9</sup>, la Jordanie, la Syrie et, dans une moindre mesure, l'Irak.

Il peut paraître contestable d'additionner dans la perspective d'un effort commun le potentiel de pays qui, au mépris de leur fraternité affichée, ont tant de désaccords entre eux. Mais l'expérience prouve, et l'idéologie nationaliste arabe suggère, que l'hypothèse d'une éventuelle unité d'action mérite d'être prise en compte par Israël comme étant la plus dangereuse et par le leader arabe le mieux placé comme étant la plus féconde. Dans une première approximation on est donc fondé à totaliser leurs indices d'une capacité, supposée mobilisable en son entier contre Israël. On en exclura toutefois l'Irak handicapé par la distance et largement retenu à l'époque par d'autres problèmes de défense (question kurde et différend irako-iranien).

8. Cette proposition a été démontrée de manière assez convaincante par David GARNHAM, « Power Parity and Lethal International Violence », *Journal of Conflict Resolution* XX, 3 septembre 1976, p. 379.

9. République arabe unie, nom officiel de l'État égyptien à cette époque. Nous utiliserons indifféremment dans les pages qui suivent, R.A.U. et Égypte.

Cette opération effectuée sur les indices de capacité proposés par Legault et Kohler fait justement apparaître une égalité théorique de capacité entre Israël, d'un côté, R.A.U., Jordanie et Syrie, de l'autre, puisqu'on a respectivement 0,698 et 0,784 pour 1965 et 1,079 et 0,904 pour 1970, ou encore, si on fait la moyenne de ces deux années, 0,888 et 0,844. Par conséquent, on peut dire aussi que, pris séparément, chacun de ces États arabes a des capacités sensiblement inférieures à celles d'Israël : contre cette moyenne israélienne de 0,888, celle de la R.A.U. s'établit à 0,458, de la Syrie à 0,218 et de la Jordanie à 0,167<sup>10</sup>.

Comme nous l'avons dit précédemment, l'élément dyadique arabe ne constitue pas un tout univoque et son organisation incertaine reflète bien des variables propres ou incidentes contradictoires. Cependant, la prééminence de l'Égypte, à l'échelle du Moyen-Orient, y est, depuis Mohammed Ali, une constante indéfiniment contestée mais toujours maintenue. Elle puise sa source dans la masse démographique du pays, son rayonnement culturel, son prestige historique et, jusqu'alors, son avance technologique. Les indices de capacité mentionnés plus haut rendent compte de ce dernier aspect et, à les en croire, une Égypte vaut trois Jordanies ou deux Syries<sup>11</sup>. Or le charisme dont jouissait le président Nasser devrait exercer dans cette équation un effet multiplicateur en faveur de l'Égypte, ici complètement négligé.

En 1968, donc, par la grâce du nassérisme, la R.A.U. est la première puissance idéologique du Moyen-Orient arabe. Cette primauté n'est cependant pas la rente d'une situation acquise une fois pour toutes. Nasser l'a déjà sentie menacée en 1966 et 1967 par le développement de l'idéologie baathiste syrienne, d'où les surenchères qui ont conduit à la « Guerre des Six Jours ». Il la voit désormais exposée à la concurrence du « mythe » palestinien qui vient de trouver dans la bataille de Karameh (21 mars 1968) un essor considérable. Ainsi, si la distribution des forces dans le camp arabe désignait la R.A.U. pour prendre la tête de celui-ci, la rivalité des idéologies interarabes recommandait plus encore au Raïs égyptien de rester à la pointe de l'initiative antiisraélienne. Il est donc légitime d'organiser autour de ce premier rôle l'élément dyadique arabe et les données de notre analyse le justifient *a posteriori*. Si l'on s'interroge, par exemple, sur la localisation des objectifs qu'Israël poursuit dans les pays voisins, l'Égypte est le seul adversaire à être expressément désigné en tant qu'entité politique individuelle. Non moins significatif est le fait que l'Égypte constitue à elle seule la cible directe de 24,07% de toutes les actions que nous avons enregistrées et 46,38% de celles qui ne visent que le monde arabe, loin devant les Palestiniens (21,12%), les Jordaniens (15,06%) et la Syrie (6,20%). L'Égypte est enfin

10. Voir Albert LEGAULT et Gernot KÖHLER, *Capability Distributing Among World Regions, 1961-1974*, document multigraphié. Ce document est tiré du *CADIC Technical Report No 1*, publié par l'équipe sous la responsabilité du professeur John Sigler.

11. D'autres indices de la primauté de l'Égypte dans le sous-système moyen-oriental ont été relevés par Bahgat Korany qui note que l'activité internationale de l'Égypte a placé celle-ci au 8<sup>e</sup> rang mondial pour le 1<sup>er</sup> semestre de 1966 et qu'elle a rassemblé 25,13% de tous les comportements internationaux orientés vers le Moyen-Orient ; Bahgat KORANY, « Hypothèse marxiste et méthodologie behavioraliste : une analyse empirique », *Études internationales* VIII, n° 1, mars 1976, p. 56.

le plus actif des acteurs arabes de la crise avec 380 actions décomptées tout au long de la crise, contre 223 imputables aux Palestiniens, 113 à la Jordanie et 74 à la Syrie <sup>12</sup>.

Par ailleurs, le Caire était d'autant plus désigné pour être l'acteur principal de l'élément dyadique arabe qu'il était le mieux placé pour obtenir de l'extérieur ce surcroît de capacité <sup>13</sup> qui lui serait éventuellement nécessaire pour se poser en adversaire numéro un d'Israël et en faire, le cas échéant, un début de démonstration. L'Union soviétique, en effet, avait choisi dès les années cinquante d'exploiter le conflit israélo-arabe pour se faire une place au Moyen-Orient et l'Égypte nassérienne s'était montrée le partenaire chez lequel l'investissement politique sous forme d'appui diplomatique, de fournitures militaires et d'interventions économiques se montrait à court terme le plus rentable. La « Guerre des Six Jours » ne devait qu'accentuer les bonnes dispositions du Kremlin à l'égard des belligérants arabes, en général, et de la R.A.U., en particulier, après qu'ait été faite la démonstration de l'insuffisance du soutien soviétique. Aussi, en 1968, l'aide de Moscou à la R.A.U. s'était-elle traduite, rien que sur le plan militaire, par le renouvellement complet de ses récentes pertes en *Mig 21*, un renforcement considérable de son artillerie de campagne (750 canons contre 140 en 1966), la mise en place d'un système de 180 fusées sol-air jamais encore introduites dans la région et la présence d'une mission militaire de quelque 3 000 personnes <sup>14</sup>.

Du côté israélien, la polarisation du conflit à l'égard des États-Unis prenait à son tour un essor décisif. Jusqu'à 1967, elle avait pu être évitée. À l'inverse de l'Union soviétique, Washington, en effet, n'est pas demandeur en polarisation : il est déjà présent dans la région par l'activité de ses sociétés pétrolières et le réseau de ses alliances monarchiques (Iran, Arabie saoudite, Jordanie). Pour rester dans la place, il n'a besoin que de stabilité. Jérusalem, de son côté, était d'autant plus soucieux d'éviter une alliance aussi compromettante qu'il s'en savait assuré en dernier recours. Jusqu'alors les relations militaires franco-israéliennes avaient suffi à pourvoir aux besoins de défense d'Israël tout en évitant à celui-ci les aliénations politiques que comporterait inévitablement une aide américaine.

Après l'embargo français, les États-Unis avaient de bonnes raisons de répondre favorablement aux sollicitations israéliennes : les pressions de l'opinion publique l'y incitaient, les experts estimaient qu'il était devenu nécessaire d'équilibrer le renforcement des belligérants arabes en armement, le Département d'État, enfin, supputait sans doute que c'était le prix qu'il fallait payer à Israël pour obtenir son ralliement à la résolution 242. Quoi qu'il en soit, pour la première fois en 1968, des avions de combat de fabrication américaine (*Skyhawk*) volent sous les couleurs israéliennes.

12. Voir tableau joint en Annexe 1.

13. M. HEIKAL, *op. cit.*, p. 48.

14. Voir, entre autres, N. LORCH, *op. cit.*, p. 134.

D'ailleurs, cette polarisation du conflit<sup>15</sup> répondait désormais aux vues des deux Supergrands sur la gestion des conflits régionaux, comme le suggèrent l'entrevue américano-soviétique « au sommet » de Glassboro (24 juin 1967) et l'échec d'une « concertation à quatre » imaginée par le chef de l'État français. On doit s'attendre dès lors à ce qu'elle marque le conflit de l'ambiguïté même des rapports américano-soviétiques, conflictuels ou coopératifs selon les enjeux.

Il était utile de faire une description quelque peu attentive de ces données initiales de la « guerre d'usure ». Considérées comme des variables dites « écologiques » par CADIC, elles sont en fait traitées comme des paramètres et ne seront pas modifiées en cours d'analyse. On peut se demander d'ailleurs si, en prenant ce parti, on ne va pas laisser de côté un facteur explicatif du comportement qui a joué ici un rôle déterminant. Capacité et polarisation jouent, en effet, un rôle décisif dans le déclenchement, l'escalade<sup>16</sup> et la résolution de la crise. Ainsi, l'augmentation du potentiel égyptien, notamment en artillerie et en fusées sol-air, tient probablement la première place dans la décision de Nasser de passer à l'action. On peut augurer pareillement que l'accroissement de la polarisation, réponse à l'escalade, a été à son tour un facteur d'escalade jusqu'à ce que, de son excès même, résulte la fin de la crise<sup>17</sup>.

Il est à craindre que l'analyse quantitative ne nous renseigne guère sur ces points. Elle fera, par contre, peut-être la part un peu trop belle à une prise en compte très affinée d'objectifs qui, eux, ne varient guère, comme à chaque fois qu'il s'agit des crises récurrentes d'un même conflit de longue durée et dans lequel l'objectif devient un paramètre quasi écologique, voire héréditaire. Nul ne se plaindra par contre de ce que, à égalité avec les objectifs des acteurs, les événements-comportements aient été maintenus au centre de la problématique posée par CADIC. Aussi bien est-ce ces derniers, qu'en bonne tradition historico-behaviouraliste, on devra interroger pour délimiter le champ temporel de notre étude.

Cette démarche cependant soulève trois difficultés. La première, d'ordre logique, a trait à l'objection suivante, à vrai dire, sans autre réponse qu'expérimentale : si l'identification de la période de crise résulte de l'analyse, sur quelle période faire porter cette analyse avant de connaître les dates de la crise ? La seconde difficulté est d'ordre conceptuel tant reste floue encore dans la littérature

15. Elle est confirmée par les données de notre crise relevées entre le 31 août 1968 et le 8 janvier 1971, et où l'on constate qu'États-Unis et Union soviétique interviennent ensemble pour 65,28% des cibles directes non arabes ni israéliennes des actions de la crise et pour 74,86% des actions imputables aux acteurs non arabes ni israéliens ; pourcentages qu'on pourrait en outre renforcer sans risquer trop d'erreurs des actions dont l'ONU est la cible (25,69%) ou l'auteur d'actions (19,25%). Voir tableau joint en Annexe 1.

16. C'est du moins la conclusion à laquelle aboutit Donald A. SYLVAIN, « Consequences of Sharp Military Assistance Increases for International Conflict and Cooperation », *Journal of Conflict Resolution* XX, 4 décembre 1976, p. 609.

17. Cf. Jean-Pierre DERRIENNIC, *Israël en guerre*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin, 1974, pp. 53 et 54.

scientifique la notion de crise<sup>18</sup>. Du moins pourrait-on se mettre d'accord sur l'idée que la crise internationale absolue c'est la guerre<sup>19</sup>. Or c'est bien d'elle qu'il s'agissait, avec ses séquences d'opérations militaires et ses pertes tant humaines que matérielles, sur les rives du canal de Suez, avant que n'intervienne le cessez-le-feu du 7 août 1970. Devant cette évidence, peu importe que certains caractères secondaires des crises ne se retrouvent pas dans la « guerre d'usure », tels que la surprise ou l'urgence décisionnelle, d'autant plus que d'autres y figurent abondamment, tels la menace à des enjeux de haute valeur, l'incertitude, la tension et, en tout cas, une altération grave du système conflictuel prévalant auparavant<sup>20</sup>.

Le choix de ce point de départ se heurte à une troisième difficulté inhérente à la nature même du conflit du Moyen-Orient. Moins qu'aucune autre, en effet, la « guerre d'usure » n'a été déclarée, et, l'eût-elle été, cet événement n'aurait pas forcément constitué ce point d'inflexion d'un flux d'actions hostiles, flux à la hausse duquel nous reconnaitrons normalement que la crise est en cours. Mais ce contrôle quantitatif *a posteriori* peut même n'être pas concluant dans la mesure où, dans le cadre de la crise permanente israélo-arabe, la gravité des événements pris en compte par CADIC peut être plus significative que leur quantité, au demeurant toujours importante. On pourrait même s'attendre qu'une certaine compensation s'opère parfois entre déclarations et événements physiques, de sorte que des totalisations qui les confondraient pourraient n'accuser que des variations peu importantes malgré l'ampleur des escalades<sup>21</sup>.

Force est donc de faire confiance au pouvoir séparateur de l'œil historien pour opérer le choix de l'événement initial de notre crise en fonction de critères qualitatifs par lesquels celui-ci se distinguera d'un contexte déjà hautement conflictuel par son caractère de gravité, par l'intention agressive qu'il manifeste et par l'enchaînement de comportements négatifs qu'il entraîne.

De la paralysie arabe de l'après-juin 1967 au paroxysme de belligérance précédant immédiatement le cessez-le-feu du 7 août 1970<sup>22</sup>, divers événements peuvent prétendre annoncer ou déterminer ce passage d'un état chronique de la crise à l'une de ses phases aiguës. Parmi ceux-ci, les faits politiques, tels que les manifestations de l'annexionnisme israélien, les émeutes populaires égyptiennes, le retentissement du combat de Karameh, la promotion de Yasser Arafat à la

18. Cette imprécision est soulignée avec vigueur par Yves DELAHAYE, *La frontière et le texte*, Paris, Payot, 1977, p. 164.

19. Cf. Glenn Sydnor pour qui la crise est vue comme une probabilité de guerre. Mentionné par Raymond TANTER, « Crisis Management. A Critical Review of Academic Literature », *Jerusalem Journal of International Relations*, n° 1, 1975, p. 89. Politiquement parlant, la crise ne change pas de nature avec le recours aux armes et il n'y aurait qu'une différence de degré entre la crise précédant la guerre et la guerre elle-même devenue cette « catastrophe » considérée comme de la crise dépassée par René THOM et Rodney TOMLINSON, cités par Patricia CLOSE, *Uncertainty and the Reduction of Conflict*, XVth American Peace Science Conference, Philadelphia, novembre 1977 (document multi-graphié).

20. Cf. R. TANTER, *op. cit.*, p. 71.

21. En fait, cette hypothèse ne se trouvera pas vérifiée par le traitement des données.

22. Voir « Repères chronologiques », en Annexe 2.

tête de l'OLP, les « sommets » arabes, la concertation des quatre grandes puissances, le dialogue américano-soviétique, les discours de Nasser et les voyages de celui-ci à Moscou, offrent *a priori* l'intérêt d'assez bien répondre au postulat de gestion rationnelle des crises posé par CADIC dans la mesure où ils expriment ou expliquent les objectifs des acteurs mieux qu'un enchaînement confus d'affrontements. Cependant, le processus décisionnel arabe nous paraît trop mal connu et notamment trop obscurci par le nuage verbal dont il s'entoure pour ne pas préférer s'en tenir à l'observation des comportements militaires dont l'effet sur le niveau des crises, pour être plus mécaniste, nous paraît en l'occurrence plus saisissable.

De juin 1967 à août 1970 le déroulement des opérations militaires<sup>23</sup> rapporté aux initiatives du Caire laisse apparaître trois périodes à l'intérieur desquelles les réactions israéliennes découpent à leur tour des séquences distinctes. La première des trois périodes s'étend du 1<sup>er</sup> juillet 1967 au 7 mars 1969. Elle est caractérisée du côté égyptien par des actions sporadiques de harcèlement mettant essentiellement en œuvre les armes légères de l'infanterie ; entre autres ripostes, les Israéliens détruiront par le feu de leur artillerie les raffineries de Suez.

Le 8 mars 1969 ouvre la deuxième période, celle où l'intervention de l'artillerie égyptienne devient systématique et demeurera quasi quotidienne jusqu'au cessez-le-feu. Ici trois sous-périodes correspondent à trois niveaux de la réaction israélienne ; du 8 mars au 19 juillet, Israël n'emploie pratiquement que son artillerie ; à compter du 20 juillet il fait intervenir régulièrement son aviation sur le Canal et le long du golfe de Suez ; le 7 janvier 1970 enfin, celle-ci entreprend une série de raids en profondeur sur des objectifs parfois proches du Caire, c'est l'époque des bombardements de l'usine de Abou-Zaabel (12 février) et de l'école de Bah al-Baquar (8 avril).

Mais sur ces entrefaites une troisième et dernière période avait déjà débuté avec l'arrivée, mi-mars, des renforts soviétiques : missiles *SAM 3* et *Mig 21*, avec leurs équipages. Dès lors, du côté égyptien, sorties aériennes et infiltrations de commandos se multiplient tandis que les Israéliens, poursuivis une première fois au-dessus du Caire par les pilotes soviétiques, le 18 avril, suspendent leurs raids en profondeur. Cela ne devait pas empêcher que les *SAM 3* soient avancés le long du Canal. Durant cette ultime sous-période de la « guerre d'usure », l'aviation israélienne intervient quotidiennement. Ce faisant, elle se heurte non seulement aux aviateurs soviétiques au nombre desquels quatre sont abattus le 30 juillet<sup>24</sup>, mais s'expose aussi aux coups du nouveau système défensif sol-air récemment mis en place par Moscou. Les pertes, notamment aériennes, deviennent de plus en plus sévères de part et d'autre.

De ces dates-là, nous retiendrons le samedi 8 mars 1969<sup>25</sup>. Sans doute la mise en place et l'intervention du renfort soviétique de la mi-mars 1970 répondent-

23. L'unique et très bon ouvrage en anglais consacré à la « guerre d'usure » dénommée par cet auteur « electronic war », est celui de Edgar O'BALLANCE, *The Electronic War in the Middle East 1968-1970*, Hamden, Archon Books, 148p.

24. M. HEYKAL, *op. cit.*, p. 162.

elles mieux à la notion de crise par leur caractère inattendu, par l'incertitude généralisée dont se trouve affectée la structure du conflit et par la menace qu'elle comporte à terme pour Israël d'un futur franchissement du Canal considéré par Jérusalem comme une ligne de défense essentielle à sa sécurité. Mais cette aggravation et cette extension du conflit en mars 1970 ne sont en somme qu'une conséquence de la sévérité croissante de la réaction israélienne à une belligérance égyptienne maintenue à un niveau estimé insupportable par l'adversaire. Or c'est bien le 8 mars 1969 que, d'emblée, ce niveau est atteint.

Auparavant, les provocations politiques ou militaires de chaque partie à l'égard de l'autre n'étaient, en somme, rapportées aux dimensions habituelles du conflit israélo-arabe, que de routine. À compter du 8 mars, au contraire, le caractère délibéré, systématique et persévérant des initiatives par lesquelles Nasser exprime sa contestation du *statu quo* montre bien qu'un changement qualitatif vient de se produire. Si la « spirale conflictuelle » se développe alors sur 74 semaines qui confèrent à cette crise une longueur inusitée<sup>26</sup>, c'est bien le moins qu'on pouvait attendre d'une guerre que ses initiateurs mêmes ont qualifiée « d'usure ».

On peut trouver dans la distribution des comportements de part et d'autre du 8 mars une justification du choix de cette date pour point de départ de la crise. Ainsi, d'une part, en faisant précéder ce 8 mars 1969 d'une période de 27 semaines correspondant, selon les définitions de CADIC, à la durée de la « pré-crise », que nous partagerons en deux sous-périodes égales de 13,5 semaines et, en distinguant entre ce 8 mars 1969 et le 7 août 1970, cinq périodes<sup>27</sup> d'un nombre entier de semaines correspondant de la manière la plus approchée aux quatre autres dates que nous avons précédemment mentionnées comme des dates initiales possibles, et en considérant, d'autre part, l'ensemble des actions physiques négatives de tous les acteurs, le rapprochement de ces deux variables permet de dresser le tableau I (page suivante).

Il est remarquable de constater qu'entre les deux sous-périodes découpées arbitrairement dans la pré-crise, le nombre d'événements par semaine reste constant, à l'inverse de la progression qu'il accusera par la suite. L'augmentation de 82,18% de la période suivante, par sa soudaineté, son importance et ses suites, désigne le 8 mars comme point initial d'une nouvelle phase.

25. Tous les auteurs ne sont pas d'accord pour faire remonter à cette date le début de la « guerre d'usure ». Pour O'Ballance, déjà cité, celle-ci commence plutôt le 6 mars. Un historien militaire égyptien la fait commencer le 28 septembre 1968, date de la première offensive massive d'artillerie égyptienne sur le canal de Suez. L'auteur distingue 6 phases ; Al-liwa Hassan AL BADRI, « Harb al-Istinzaf (« la guerre d'usure ») 28/9/68-7/8/70 », *As-Siyasa ad-dawlia* 54, octobre 1978, p. 183. D'autres auteurs encore, évoqués par O'Ballance, ont choisi le 27 mars, jour où Nasser déclare le cessez-le-feu caduc.

26. Certains auteurs contestent cependant qu'une crise puisse n'être pas de « durée assez courte ». Voir Yves DELAHAYE, *op. cit.*, p. 165.

27. Pour un découpage chronologique un peu différent, voir l'excellente analyse historique de la « guerre d'usure » par S. Ahmed KHALIDI, « The War of Attrition », *Journal of Palestine Studies*, 1<sup>er</sup> trimestre 1973.

TABLEAU I  
*Distribution des événements physiques négatifs*

<i>Périodes</i>	<i>Semaines correspondantes</i>	<i>Nombre d'événements</i>	<i>Nombre d'événements/sem.</i>	<i>% d'augmentation/période précédente</i>
Pré-crise 1 <sup>re</sup> moitié	Nos 1-13 + 14/2	21	1,555	—
Pré-crise 2 <sup>e</sup> moitié	Nos 15-27 + 14/2	21	1,555	0,0
Du 8 mars 1969 au 19 juillet 1970	Nos 28-46	51	2,883	82,18
Du 20 juillet 1969 au 6 janvier 1970	Nos 47-70	161	6,708	136,78
Du 7 janvier 1970 au 14 mars 1970	Nos 71-80	104	10,400	55,03
Du 15 mars 1970 au 30 mai 1970	Nos 81-91	119	10,818	4,02
Du 31 mai 1970 au 7 août 1970	Nos 92-101	143	14,300	32,19

C'est donc sur ces bases chronologiques que nous étudierons les objectifs des acteurs, leurs comportements et l'incidence réciproque des uns sur les autres.

## II – LES OBJECTIFS

L'analyse quantitative d'éléments aussi peu matériels que les objectifs des acteurs<sup>28</sup> est l'une des démarches les plus originales de CADIC et l'une des plus fécondes. Elle permet dans le cas présent de confirmer certaines hypothèses historiennes sur la profonde incompatibilité des buts poursuivis par l'Égypte et par Israël, sur la douteuse qualification du rôle revendicateur ou de défenseur attribuable à chacun d'eux et sur ce que nous avons appelé plus haut « l'énormité des griefs arabes » ici pris en compte par le Caire, à savoir l'amputation territoriale. Le traitement quantitatif des objectifs permet aussi de mettre en lumière leur relative constance tout au long de la période codée au risque d'ailleurs de faire quelque peu douter de leur valeur prédictive.

### A – Incompatibilité des objectifs et visions mutuelles

CADIC n'est pas très explicite sur la notion de compatibilité et d'incompatibilité des objectifs. Du moins peut-on considérer en première approche l'effet de satisfaction ou de mécontentement présumés que produira chez l'un des acteurs

28. La rédaction de cette partie doit beaucoup à la patiente coopération de Patricia CLOSE.

dyadiques l'énoncé des objectifs de l'autre, ce que CADIC appelle aussi l'effet positif ou négatif d'un objectif.

À cet égard, nos données révèlent une symétrie et une généralité dans le mécontentement assez impressionnantes qui ressort du tableau II.

TABLEAU II

*Effets des objectifs*

<i>Objectifs</i>	<i>Effet négatif</i>	<i>Effet mixte</i>	<i>Effet positif</i>	<i>Total</i>
Formulés par Israël pour Israël	429	34	2	465
Formulé par l'Égypte pour l'Égypte	420	6	—	426
Attribués par l'Égypte à Israël	524	2	—	526
Attribués par Israël à l'Égypte	215	—	—	215

Pour autant que les intéressés s'expriment pour leur propre compte, on observe, en effet, sensiblement le même nombre d'objectifs dits à effets négatifs pour chaque adversaire. Cependant l'acteur israélien aurait été un peu plus prolifique que son vis-à-vis, avec près d'une quarantaine d'objectifs supplémentaires dits à effet mixte ou même positif visant le plus souvent les territoires occupés. On peut d'ailleurs se demander, malgré le choix effectué par le codeur, s'ils sont sensiblement moins négatifs que les précédents, car au nom de la solidarité arabe encore indiscutée à cette époque, notamment au niveau du discours, aucune visée israélienne sur ces territoires ne saurait laisser le Caire indifférent, ni encore moins l'impressionner favorablement.

Au demeurant, les États concernés ne dissimulent pas la vision pessimiste qu'ils ont de leur antagoniste. Parmi les objectifs prêtés par la République arabe unie à Israël et par Israël à la République arabe unie, il n'en est que négatifs, avec, cependant, une avance de plus du double des premiers sur les seconds. Ce déséquilibre, qui conduit l'Égypte à attribuer à Israël plus d'intentions hostiles qu'il n'en exprime, dénote peut-être la propension du leadership égyptien au verbalisme. Une fréquente dénonciation des intentions adverses est sans doute aussi pour le président Nasser un facteur de consensus et de mobilisation populaires. Elle traduit en outre, assurément, la profonde inquiétude qu'inspire aux Égyptiens le voisinage d'Israël dont 33% des objectifs leur semblent orientés contre eux.

Quant au déficit important du nombre des objectifs égyptiens rapportés par Israël par rapport à ceux qu'exprime réellement le Caire, il peut signifier que les dirigeants israéliens savent faire la part de l'inflation verbale de leur adversaire. Il révèle aussi une certaine surdité au discours des autres. C'est enfin une manière d'exprimer la bonne conscience du défenseur qui se croit innocent et que la

revendication des Arabes, en général, et des Égyptiens, en particulier, touche assez peu.

## B – Défense et revendications

Il a été dit plus haut tout ce que la distinction entre revendicateur et défendeur pouvait avoir de relatif. Toute discussion de modèles stratégiques y a cependant nécessairement recours de même que toute analyse historique d'enchaînements événementiels. Au niveau des objectifs, la distinction repose sur ce que CADIC appelle les *fonctions* de ceux-ci<sup>29</sup>, correspondant, en gros, pour le revendicateur, à la contestation du *statu quo*, quelle qu'ait été sa durée, et, pour le défendeur, à la défense de ce même *statu quo*<sup>30</sup>. Dans ces conditions, on pouvait attendre que l'Égypte fasse, tout au long de la période codée, nettement figure de revendicateur. Or on est loin du compte.

Si, évidemment, l'Égypte n'est pas satisfaite au point que 88% de ses objectifs expriment une revendication, on constate qu'Israël ne l'est pas non plus puisque 63% des siens tendent à modifier la situation. Ni en 1968, ni en 1969, ni en 1970, le Caire ne prend son parti des conséquences de sa défaite de 1967. Certes, il lui reste vraisemblablement des époques antérieures quelques prétentions à acquérir au détriment de l'être ou de l'avoir israéliens des positions dont il ne bénéficiait déjà pas avant la « Guerre des Six Jours », mais près des deux tiers de la revendication égyptienne visent à la restauration de l'état de choses prévalant en ce temps-là. De ce point de vue, il n'y a entre les fonctions de restauration et de protection des objectifs égyptiens qu'un décalage temporel.

À l'inverse, comme l'indique le tableau III, la revendication israélienne comporte peu d'objectifs de restauration, alors que plus de 93% d'entre eux tendent à l'acquisition de gains nouveaux, ce qui prouve que, dans son dessein à long terme de remodelage du Moyen-Orient, Israël estime n'avoir pas encore atteint son but.

TABLEAU III

*Fonctions des objectifs*<sup>31</sup>

	Objectifs de revendication		Objectifs de défense	TOTAL
	Acquisition	Restauration	Protection	
Égypte	134	237	49	420
Israël	250	19	160	429

29. Sur les quatre fonctions d'objectifs retenues (*acquérir, restaurer, protéger et dénier*), les deux premières relèvent de la « revendication », la troisième de la « défense », la quatrième a été recodée pour être ventilée entre ces deux catégories.

30. D'autres distinctions auraient été possibles entre « conservation » et « révision », « défensive » et « offensive ». Voir Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, 6<sup>e</sup> éd., Paris, Calmann-Lévy, 1968, p. 92.

31. Les objectifs de dénégation recodés ont été ventilés entre les trois catégories retenues dans le tableau III.

Revendicateurs, les deux adversaires donc le sont ; l'Égypte l'est plus abondamment qu'Israël, mais Israël l'est plus radicalement dans la mesure où son ambition est de créer une situation nouvelle, tandis que celle de l'Égypte tend surtout au rétablissement d'un état de choses antérieur récent.

Autre constatation assez surprenante, l'absence de proportionnalité entre les rapports numériques respectifs des objectifs de protection des uns et des objectifs de revendication des autres. Bien que les premiers soient d'une certaine manière des fonctions inverses des seconds, une telle relation ne ressort nullement des statistiques. Le rapport « objectifs de protection israéliens » / « objectifs de revendication égyptiens » ( $P_i/R_e$ ) s'établit autour de 0,43, tandis que celui des « objectifs de protection égyptiens » / « objectifs de revendication israéliens » ( $P_e/R_i$ ) dépasse à peine 0,18, soit 2,5 fois moins.

S'il y a, de part et d'autre, quelque incohérence apparente à vouloir se défendre moins que l'autre ne vous conteste, ce trait est plus accusé du côté égyptien que chez son voisin. Cette priorité donnée à la revendication tient assurément au fait déjà signalé que la fonction de restauration des objectifs égyptiens peut être interprétée comme une fonction de protection rétrospective ou dépassée. Elle indique aussi probablement que l'articulation d'un objectif de revendication revêt au Caire, contrairement à ce qui se passe à Jérusalem, plus d'utilité politique que celle d'un objectif de protection. Elle pourrait encore suggérer que les Égyptiens ne prendraient pas les menaces israéliennes au sérieux, ce qui est difficilement imaginable au vu de la réalité des sévères interventions israéliennes à l'ouest du canal de Suez. Il n'est pas moins difficile de retenir que le faible rapport de  $P_e/R_i$  exprimerait une conception offensive de la défense égyptienne, observation qu'on s'attendrait plutôt à faire du côté israélien.

L'explication de la disproportion  $\frac{P_i}{R_e} > \frac{P_e}{R_i}$  tient plutôt au caractère imparfait de la dyade conflictuelle. On peut en effet avancer que, pour l'essentiel, l'adversaire de la R.A.U. est unique : c'est Israël. Celui-ci par contre a, au minimum, autant d'interlocuteurs hostiles que de voisins arabes. Ainsi les objectifs de protection d'Israël, tous pris en compte, répondent à la menace de la coalition arabe, tandis que parmi les objectifs de revendication de celle-ci n'apparaissent que ceux de l'Égypte. À l'inverse, les objectifs de protection de cette dernière, qui n'est menacée en gros que par Israël, sont comparés dans cette étude aux objectifs de revendication tous azimuts de l'État juif. Il n'est donc pas surprenant que le premier rapport soit sensiblement plus élevé que le second.

### C – L'objet du conflit

Quand nous considérons la fonction et l'objet des revendications de chaque belligérant<sup>32</sup>, il apparaît que si l'Égypte vise principalement à la restauration du *statu quo ante* dans les territoires occupés (65% des objectifs déterminés de

32. Les fonctions de dénégations recodées n'ont pas été prises en compte dans cette partie de l'analyse.

revendication) et accessoirement à l'acquisition d'un nouveau statut international de ces mêmes territoires (26%), la revendication d'Israël porte aussi sur ces territoires et tend également à en modifier d'une manière ou d'une autre le statut politique (77,5% des objectifs israéliens déterminés de la revendication) dans un sens, on s'en doute, incompatible avec les vues nassériennes.

L'objet du conflit paraît donc porter presque exclusivement sur les territoires occupés et la prétention de chaque acteur dyadique d'en voir modifier le statut en vue de les placer ou maintenir hors de la portée de l'autre est totalement contradictoire. Chacun y déploie autant d'énergie que l'autre. Si les objectifs de protection israéliens de tous les territoires occupés sont au nombre de 77 alors qu'il n'y en a que 14 du côté égyptien, c'est que le mal, l'occupation, est déjà fait. Quand, par ailleurs, Israël revendique ceux-ci 236 fois et le Caire 296, cela montre que la volonté israélienne d'organiser son maintien dans ses conquêtes de 1967 conformément aux préoccupations de l'état-major et à la version dominante du sionisme n'est surpassée que par la volonté égyptienne de s'y opposer. À cet égard, le fait que le Sinaï s'efface presque entièrement derrière la mention générale des « territoires occupés » exprime sans doute un haut degré de solidarité idéologique interarabe qui, pour être assez abstraite, n'en reste pas moins mobilisatrice.

Nous avons représenté, dans le schéma 1 ci-après, les principales composantes du réseau des objectifs égyptiens et israéliens :

fA, fD, fR désignent respectivement les fonctions d'acquisition, de protection (ou défense) et de restauration des objectifs ;

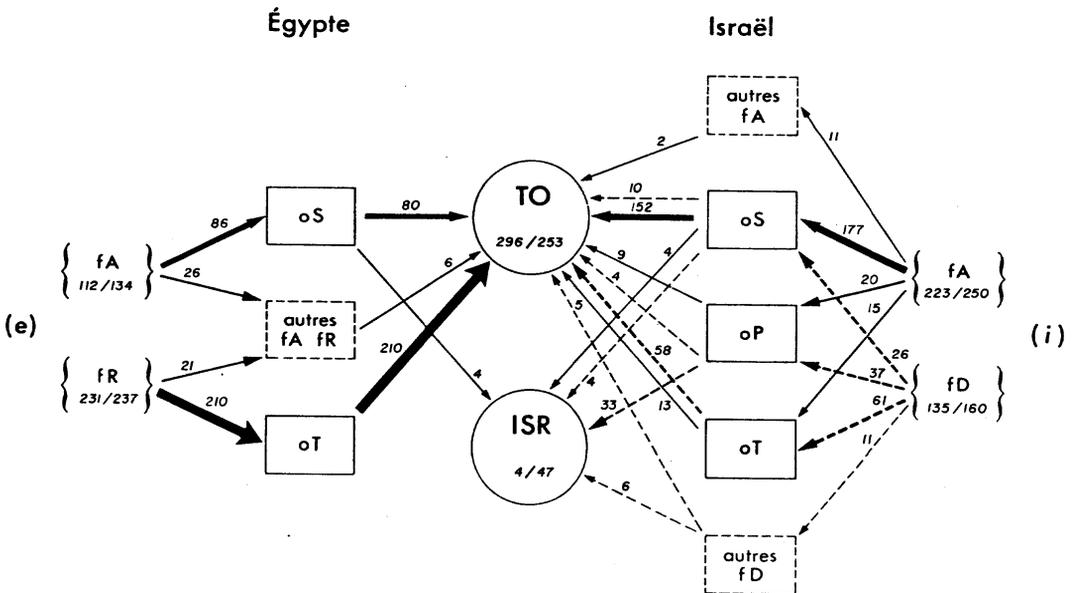
oP, oS, oT signifient que l'objet de ces derniers porte respectivement sur un élément de politique intérieure, de relation internationale ou de contrôle territorial ;

les mentions **T(erritoires) O(ccupés)** et **ISR(aël)** indiquent la localisation des objectifs ;

les indicatifs (e) et (i) renvoient respectivement aux acteurs égyptiens et israéliens. Les flèches —→ sont affectées aux objectifs de revendication, les autres ---→ aux objectifs de protection ; les chiffres qui s'y rapportent désignent le nombre d'objectifs de chaque sous-ensemble. Quant aux fractions (ex. : 112/134) figurant aux points d'origines du schéma, elles représentent pour chacun d'eux le nombre d'objectifs à localisation déterminée sur celui des objectifs à localisation indéterminée.

Cette représentation graphique de la distribution des objectifs est instructive à plus d'un titre. Elle en récapitule les traits essentiels : prééminence absolue des territoires occupés dans les objectifs de revendication du Caire en vue de la restauration de leur intégrité territoriale (100% des objectifs égyptiens de restauration territoriale et 88,6% de tous les objectifs égyptiens de restauration), puis de leur procurer un statut international nouveau (93% des objectifs égyptiens d'acquisition systémique et 61,2% de tous les objectifs égyptiens d'acquisition) ; primauté aussi pour Israël des territoires occupés, tant en ce qui concerne les objectifs de protection (95,1% des objectifs israéliens de protection territoriale

SCHÉMA 1



et 66,5% de tous les objectifs israéliens de protection) que les objectifs d'acquisition (95,9% des objectifs israéliens d'acquisition systémique et 66,8% de tous les objectifs israéliens d'acquisition).

On y voit aussi que l'État israélien en tant que tel n'est presque jamais la cible des objectifs égyptiens, de même que les visées d'Israël sur les territoires occupés revêtent beaucoup moins la forme d'une revendication territoriale que celle, plus politique, d'un changement de statut international. Cette prudente retenue exprime moins une réelle modération que le souci de ne pas heurter trop abruptement l'opinion internationale. Du côté égyptien, elle reflète également le parti-pris encore en vigueur à l'époque nassérienne, de ne jamais appeler par son nom l'entité israélienne réputée inexistante, tout au moins, en droit.

Qu'au demeurant, Israël se sente malgré tout menacé dans son intégrité politique et qu'il le fasse savoir, ressort du nombre élevé des objectifs israéliens de protection de son régime interne alors qu'il n'existe aucune menace à son encontre du côté égyptien. En fait, le paradoxe n'est qu'apparent si l'on se souvient, d'une part, que les menaces de démantèlement politique qui sont proférées contre Israël émanent moins du Caire que de Damas, de Bagdad, de Tripoli ou des organisations palestiniennes. D'autre part, l'existence au sein de l'État juif d'une forte minorité arabe sollicitée par le nationalisme arabe menace effectivement la cohésion politique du système israélien, et ce, il en est conscient.

Ce déséquilibre du nombre des objectifs incompatibles appliqués à l'entité israélienne prouve en tout cas que celle-ci, selon toutes les apparences, n'est pas, pour la période analysée, l'objet du conflit égypto-israélien, pas plus d'ailleurs que le territoire égyptien à l'ouest du Canal, totalement absent du schéma (7 objectifs d'acquisition israéliens seulement).

C'est donc bien dans les territoires occupés que réside l'enjeu des visées incompatibles de nos acteurs dyadiques : restauration territoriale + acquisition systémique contre acquisition systémique (de sens contraire) + protection territoriale. On observera à cet égard peu de changement au long des 123 semaines codées<sup>33</sup>.

#### D – Évolution des fonctions d'objectifs

Nous avons déjà suggéré que dans un conflit chronique et à évolution lente, les objectifs des antagonistes avaient quelque chance de rester relativement constants en fréquence d'expression et en nature, même en cas de crise. Il semble que l'analyse de nos résultats permette de vérifier partiellement cette hypothèse.

En se rapportant, par exemple, au découpage de la période codée en pré-crise (27 semaines), crise (74 semaines) et post-crise (22 semaines), on n'observe, en effet, pour l'Égypte comme pour Israël, qu'une progression modérée du nombre des objectifs négatifs formulés par semaine. Si, cependant, on distingue, à l'intérieur de la crise les sous-périodes<sup>34</sup> que nous avons cru pouvoir y repérer, on observe du côté égyptien une progression assez rapide du nombre des objectifs négatifs par semaine, au cours des deux dernières de ces sous-périodes correspondant respectivement à l'engagement soviétique dans la bataille et à l'offensive antimissile israélienne. Cette progression est due à l'accroissement assez important des objectifs de restauration qui passent de 1,3 par semaine en début de crise à 4,8 à la fin de celle-ci. Ils représentent alors le maximum de 71,6% de tous les objectifs négatifs égyptiens de la dernière séquence, tandis que la part des objectifs d'acquisition, l'autre revendication du Caire, se réduit au minimum de 11,9%.

Pour Israël, une augmentation du nombre des objectifs négatifs est également décelable mais dès la 3<sup>e</sup> séquence de la crise qui correspond à l'époque des raids en profondeur de l'aviation israélienne. À la différence de ce qui se passe pour l'Égypte, elle atteint son maximum pendant la séquence suivante, puis leur nombre diminue dès avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Ici, dans le couple dominant protection/acquisition, c'est la fonction de protection qui se trouve privilégiée avec 4,30 objectifs exprimés par semaine et 50% de tous les objectifs négatifs de la séquence considérée au détriment des objectifs d'acquisition dont la part s'établit à 31,4% venant de 74% au début de la crise. Dans la séquence suivante, le nombre et la part des objectifs de protection diminuent, ceux des objectifs d'acquisition augmentent.

33. On trouvera ici l'un des deux traits essentiels des crises dégagés par Yves DELAHAYE : incompatibilité des « quêtes ». L'autre est la coïncidence des épreuves (*op. cit.*, p. 167).

34. Voir tableau « fonctions d'objectifs » en Annexe 3.

Ainsi, pour ne s'en tenir qu'aux éléments subjectifs du conflit – les objectifs – on peut faire cette remarque assez surprenante que le paroxysme de la crise n'est pas atteint en même temps pour chaque acteur : correspondant à la quatrième séquence de la crise (l'intervention soviétique) pour Israël, il se situe dans la cinquième (la « bataille des missiles ») pour l'Égypte à la veille du cessez-le-feu.

Quoi qu'il en soit, l'apparition durant la post-crise d'une moyenne hebdomadaire d'objectifs négatifs plus forte que pendant la pré-crise prouve clairement que la « guerre d'usure » n'a rien réglé du différend égypto-israélien et que l'insatisfaction de chacun a augmenté. En particulier, leur défiance mutuelle s'est aggravée puisque le rapport des objectifs de protection à l'ensemble des objectifs négatifs, eux-mêmes plus nombreux, a augmenté. Par ailleurs, si les objectifs d'acquisition tiennent dans la revendication des deux belligérants une place un peu moindre qu'avant la crise, la volonté de l'Égypte de restaurer le *statu quo ante* n'aura fait que se renforcer ; en tous cas, il s'exprimera deux fois plus qu'avant mars 1969.

### E – Les variables prépondérantes

La valeur des objectifs dépend non seulement de leur fonction mais de leur objet et de la localisation de celui-ci. À cet égard, l'examen, par phase, des cinq variables sélectionnées plus haut comme étant les plus sensibles, peut donner lieu à quelques autres conclusions.

Ces cinq variables sont représentées ci-après assorties des valeurs qui nous paraissent les plus significatives : soit leur fréquence hebdomadaire (en bas) et leur importance en pourcentage par rapport à tous les autres objectifs négatifs de la phase considérée (en haut).

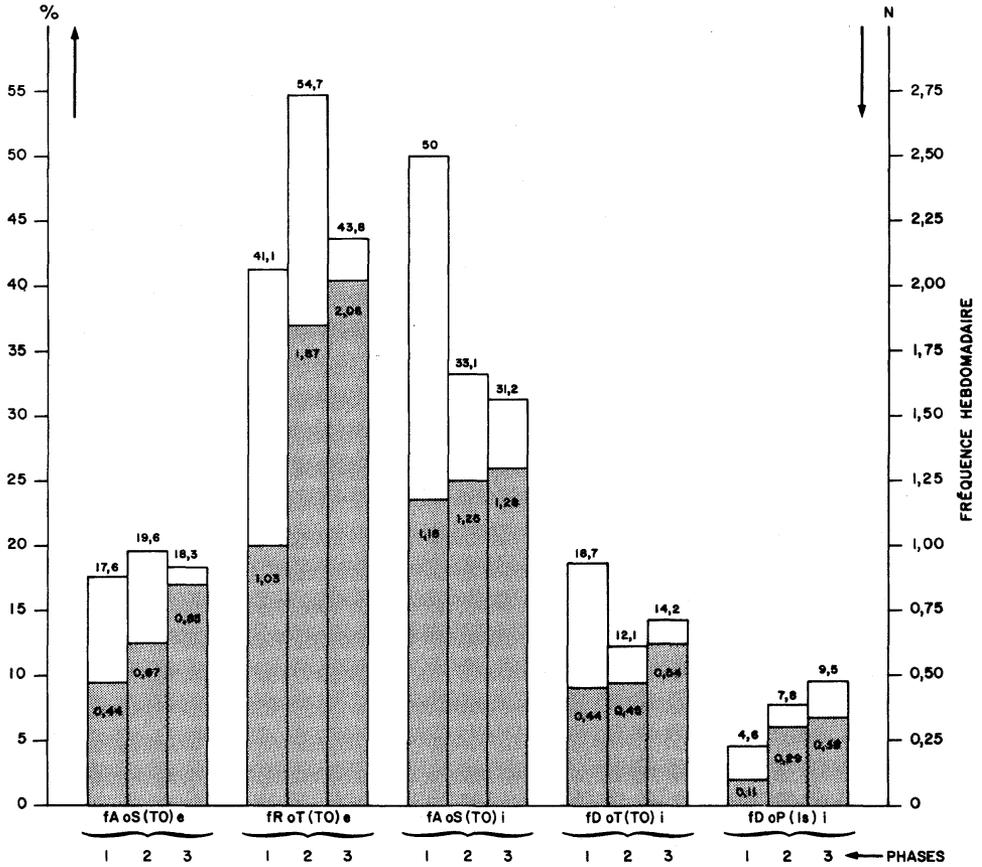
On trouve, bien entendu, dans le schéma suivant, la confirmation que les variables d'objectifs qui tiennent le plus de place pour le conflit portent, pour l'Égypte, sur la restauration du *statu quo* territorial des territoires occupés<sup>35</sup> et, pour Israël, sur l'acquisition d'un nouveau statut international de ces territoires. Mais s'il est vrai que leur fréquence hebdomadaire d'émission augmente d'une phase sur l'autre, on observe que cette augmentation est beaucoup plus prononcée pour les premiers que pour les seconds, notamment entre pré-crise et crise : elle passe en fréquence hebdomadaire de 1,03 à 1,87 et obtient un pourcentage de 54,7%. Ce taux important manifeste pour la période de crise un certain raidissement du Caire que confirme la légère augmentation en pourcentage de l'autre variable de revendication « (fAoS(TO)e) ». Elle révèle aussi une concentration des buts de guerre égyptiens sur cet objectif de restauration.

L'évolution en pourcentage est tout à fait différente en ce qui concerne la variable d'acquisition systémique israélienne des territoires occupés. Sa prépon-

35. C'est également ce qu'affirme Netanel Lorch dans un développement consacré aux objectifs où il consacre 4 lignes aux objectifs égyptiens dans la « guerre d'usure ». N. LORCH, *op. cit.*, p. 220. Pour des analyses plus fines, voir Nadav SAFRAN, *The Embattled Ally*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1978, notamment pour ce qui a trait aux objectifs de polarisation, pp. 261 et 262 ; et surtout, S. Ahmed KHALIDI, « The War of Attrition », *Journal of Palestine Studies*, 1<sup>er</sup> trimestre 1973, pp. 66 et 76ss.

SCHÉMA 2

Principaux objectifs localisés à effet négatif par phase \*



\* fAoS(TO)e : objectifs égyptiens d'acquisition systémique visant les territoires occupés.  
 fRoT(TO)e : objectifs égyptiens de restauration territoriale visant les territoires occupés.  
 fAoS(TO)i : objectifs israéliens d'acquisition systémique visant les territoires occupés.  
 fDoT(TO)i : objectifs israéliens de protection territoriale des territoires occupés.  
 fDoP(Is)i : objectifs israéliens de protection politique dans l'État d'Israël.

dérance n'est jamais aussi sensible qu'avant la crise, comme si l'avènement de celle-ci avait amené Israël à modérer ses appétits ou, tout au moins, à les exprimer plus discrètement, d'où, puisque le nombre total des objectifs de revendication augmente, une plus grande dispersion de ceux-ci.

Plus étonnante est l'évolution des variables de protection israéliennes. Alors qu'on devrait s'attendre à ce que la carrière de l'objectif israélien de protection des territoires occupés reproduise « en creux » l'objectif égyptien de restauration de ces mêmes territoires, c'est exactement l'inverse que l'on constate. Le souci de défense de ces derniers par Israël ne paraît jamais si faible (12,1% des objectifs négatifs localisés) que lorsque la volonté égyptienne de les récupérer est à son sommet ; il augmente à nouveau quand, au Caire, on semble s'en préoccuper moins ; il n'y a pas d'explication historique satisfaisante de cette curiosité si ce n'est peut-être qu'Israël sent sa présence dans les territoires occupés plus menacée, notamment du fait des pressions américaines, en période de cessez-le-feu qu'en période d'affrontement. L'évolution de la dernière variable, la protection du système politique israélien, n'est guère moins étonnante. Celle-ci est la seule qui croisse constamment en nombre et en pourcentage, révélant ainsi qu'on a plus d'inquiétude en Israël pour son propre avenir politique après la crise qu'avant. Cela traduit, nous semble-t-il, la réaction d'Israël à deux séries d'événements : d'une part, au développement de l'argumentation « politicide » palestinienne consécutive à la réorganisation de l'O.L.P. sous la présidence de Yasser Arafat, à sa radicalisation doctrinale et surtout à la publicité que lui valent les grandes opérations terroristes de septembre 1970<sup>36</sup> ; d'autre part, à la crise de confiance résultant en Israël de la violation par l'Égypte d'une clause du cessez-le-feu prévoyant le gel du dispositif militaire et de la crise israélo-américaine qui s'en est suivie.

Ici non plus, on ne voit pas qu'un lien existe entre l'évolution de cet objectif de défense israélien et celle des objectifs de revendication égyptiens. On est alors tenté de rechercher si une relation entre les objectifs des uns et des autres ne pourrait apparaître dans l'enchaînement successif de leurs énoncés.

#### F – La succession des objectifs

Une des questions à laquelle l'analyse empirique aura à répondre est celle de la valeur prédictive des objectifs, à l'égard des comportements. Mais il est d'ores et déjà tentant de s'interroger sur une éventuelle relation interne ou mutuelle entre les objectifs de chaque acteur. En reproduisant sur un même graphique les *scattergrams* des objectifs de revendication et de protection séparés puis cumulés de l'Égypte et d'Israël, on obtient une image assez complète de leurs successions<sup>37</sup> dont il resterait à découvrir les logiques internes ou/et les incidences mutuelles.

En première évidence, s'impose le caractère discontinu de ces articulations d'objectifs décomptés par semaine. Cette discontinuité est plus sensible encore du

36. Sur l'évolution de la mobilisation palestinienne : cf. Olivier CARRÉ, *Le Mouvement national palestinien*, Paris, Gallimard/Julliard, 1977, pp. 149ss.

37. Voir graphique d'objectifs (extraits) en Annexe 4.

côté égyptien que pour Israël. Les objectifs du Caire sont formulés moins fréquemment mais plus copieusement que ceux d'Israël : sur 122 semaines codées, le Caire reste silencieux 43 semaines, Israël 22 seulement ; 42 fois, il articule en une semaine plus de 3 objectifs négatifs, contre 65 fois pour Israël ; mais on ne compte que 3 semaines d'ailleurs discontinues où Jérusalem a 14 objectifs ou plus à formuler<sup>38</sup>, tandis qu'il s'en trouve 7 du côté égyptien<sup>39</sup>.

Cette remarque ne permet certes pas de conclure au caractère à la fois sporadique et excessif de la détermination égyptienne mais, d'une part, à un recours moins constant du Caire que de Jérusalem à la publicité des objectifs comme moyen de politique intérieure et internationale, d'autre part, à la prolixité du discours politique égyptien. À noter cependant que cette dernière n'est pas une caractéristique exclusivement nassérienne : à l'issue de la crise, au contraire, le défunt Raïs a observé, alors qu'il déployait son système défensif antiisraélien à l'ouest du Canal, une discrétion durable avec laquelle son successeur, Anouar el Sadate, a rompu abondamment.

De toutes façons, pour l'Égypte comme pour Israël, les maxima observés ne s'étalent jamais sur plusieurs semaines. Certes la fréquence et l'intensité des objectifs négatifs augmentent à partir de la 70<sup>e</sup> semaine codée et atteignent un assez haut niveau moyen dans les trois dernières séquences de la crise, mais ces objectifs, par exemple, ne dépassent jamais le nombre de 9, plus de deux semaines consécutives tant pour la R.A.U. que pour Israël<sup>40</sup>.

Les intervalles de temps séparant les maxima d'objectifs négatifs d'un acteur donné ne semblant répondre à aucun facteur interne de périodicité, on peut au moins se demander s'il n'existe pas une relation entre l'apparition des maxima égyptiens et celle des maxima israéliens et réciproquement.

La réponse est incontestablement affirmative dans un certain nombre de cas. Quatorze fois, en effet, un maximum d'objectifs négatifs égal ou supérieur à 4 chez l'un des acteurs coïncide avec un maximum pareillement égal ou supérieur à 4 chez l'autre<sup>41</sup>, avec des écarts variant cependant de 0 à 15. D'autre part, à sept reprises une élévation ou le maintien au-delà de 4 du nombre des objectifs négatifs égyptiens<sup>42</sup> entraîne, pour la semaine suivante, une augmentation des objectifs négatifs israéliens ; trois fois seulement, une augmentation de ceux-ci précède d'une semaine<sup>43</sup> un maximum égyptien. Par contre, nous pouvons relever six cas de non-relation significative entre l'apparition d'un maximum égal ou supérieur à 6 d'un acteur et la courbe des objectifs négatifs de l'autre<sup>44</sup> ; sauf une fois, c'est l'Égypte qui ne réagit pas à l'énoncé des objectifs d'Israël, comme si elle évoluait dans un système plus fermé que ce dernier.

38. Semaines 87, 88, 96.

39. Semaines 21, 47, 85, 88, 95, 100, 111.

40. Respectivement semaines 110, 111 et 87-88.

41. Semaines 10, 35, 37, 47, 70, 77, 79, 88, 91, 98, 111, 113, 115 et 122.

42. Semaines 23, 30, 85, 95, 100, 102 et 116.

43. Semaines 29, 87 et 117.

44. Semaines 21, 44, 56, 74, 83 et 106.

Il faut noter encore une concordance rigoureuse, en tout cas pour Israël, entre l'évolution des objectifs de revendication et celle des objectifs de défense, comme si chez cet acteur l'une de ces fonctions ne pouvait être excitée à l'exclusion de l'autre ; les objectifs de revendication restant, en général, plus nombreux que les seconds. L'intensité du défi égyptien ne modifie qu'exceptionnellement cette hiérarchie, notamment pendant la 4<sup>e</sup> séquence de la crise et plus particulièrement de la 85<sup>e</sup> à la 92<sup>e</sup> semaine.

Cette insensibilité relative des objectifs israéliens à la fonction des objectifs opposés de la R.A.U. donne à son tour à penser que le système de pensée et de décision dans lequel évolue Israël est également assez imperméable à celui de l'adversaire.

Pour les deux adversaires cependant, il faut garder présent à l'esprit que ce qui varie dans les objectifs ici pris en compte n'est guère que le nombre de leur articulation. Quant à la substance de ceux-ci, elle demeure, à peu de choses près, invariablement et, en tout cas, très clairement centrée sur la dispute des territoires occupés qui constitue la matière même de la crise de 1969-1970, de même qu'elle demeurera au cœur des débats pour les années qui suivent. Les différences enregistrées à propos des objectifs affectent moins la réalité de ces derniers qu'elles ne traduisent l'usage qui est fait de leur formulation dans un contexte événementiel dont ils font, d'ailleurs, partie. Mais avant de formuler quelque hypothèse sur une éventuelle relation entre les formulations d'objectifs et les comportements, il convient d'abord d'observer le cours de ceux-ci.

### III – LES COMPORTEMENTS

Mille huit cent quatre-vingt-un événements internationaux constituent la matière comportementale de cette étude de cas. Pour une crise de 74 semaines, impliquant la participation de 30 acteurs identifiés, dont les deux superpuissances mondiales, ayant entraîné des pertes de vies humaines par dizaines de milliers, des dégâts matériels considérables et des dépenses élevées<sup>45</sup>, ayant enfin menacé dans une certaine mesure la paix mondiale, c'est assez peu.

Cette rareté relative des données événementielles ne va d'ailleurs pas sans inconvénient dont l'un des moindres n'est pas de majorer à l'excès dans notre analyse le poids relatif des objectifs au risque de forcer quelque peu leur éventuelle prédictivité. En fait, nous avons théoriquement le choix pour collecter nos évé-

45. Sur le coût de la « guerre d'usure » on dispose de chiffres disparates. Pertes israéliennes en personnel du 12 juin 1967 au 3 octobre 1970 : 738 tués et 2 728 blessés dont, sur le front de Suez, 375 et 1 024 ; pertes palestiniennes (même période) : 1 778 tués et 440 blessés dont la plupart sur le front israélo-jordanien (sources israéliennes, *Le Monde*, 10 octobre 1970). Pertes en matériel aérien, du 12 juin 1967 au 7 octobre 1970 : 16 avions israéliens, 111 égyptiens, 18 syriens (sources israéliennes, *Le Monde*, 11 novembre 1970). Pertes égyptiennes en personnel : 30 000 ; coût financier pour l'Égypte : 500 millions de livres égyptiennes par an (interview du président Nasser au *Monde*, 19 février 1970). Coût financier pour Israël : \$3 millions par jour (*l'Orient*, 20 janvier 1970).

nements entre trois procédés : le premier aurait consisté à les extraire de la littérature historique refaisant après coup la chronique du conflit sur la période considérée, mais nul n'a encore à notre connaissance réécrit le journal de la « guerre d'usure <sup>46</sup> ». Le second nous aurait conduit à l'opposé, en recourant à la presse locale quotidienne comme pour le recueil des énoncés d'objectifs à prendre en compte pour plus de deux ans de conflit une masse excessive d'informations dont certaines seraient peu dignes de foi, notamment du côté arabe <sup>47</sup>. Le moyen terme qui a été retenu a consisté à se référer à des publications réputées neutres, opérant à distance une certaine sélection <sup>48</sup> de l'information brute selon sa gravité ou sa signification politique supposée. Des deux sources utilisées <sup>49</sup>, les chronologies trimestrielles du *Middle East Journal* ont fourni les deux tiers des données. Les autres informations ont été extraites du *Monde* en complément des précédentes, et ont renforcé par rapport à celles-ci les rôles relatifs d'Israël, de la Jordanie, de la Syrie et surtout du Liban et des Palestiniens.

Cette méthode permet d'éviter la prise en compte, d'ailleurs impossible, de chaque coup de canon ou de chaque escarmouche dont l'accumulation est cependant ce qui rend le plus fidèlement compte de l'intensité d'un affrontement. Cela justifiait une réduction sévère du nombre des événements malgré qu'un recours à une presse à l'affût des moindres signes de compromis et de détente entraînât l'inconvénient d'une sélection implicite d'événements plus favorables aux comportements prétendument coopératifs qu'aux actions conflictuelles <sup>50</sup>.

À l'intérieur de chaque source, un légitime parti-pris du collecteur de données est également à signaler : préférence a toujours été donnée aux informations de presse directes sur les communiqués des acteurs, mais, à défaut des premières, lorsque ceux-ci sont plusieurs à rapporter le même événement, c'est le communiqué israélien qui a été retenu, compte tenu de sa meilleure crédibilité. Or, faute de reportage direct, la plupart des événements militaires portés à la connaissance du public par les porte-parole nationaux officiels passeront en première analyse pour des actions verbales accomplies par Israël, même s'il s'agit, par exemple, d'opérations physiques menées par l'Égypte. Ce choix explique en partie que dans nos données Israël apparaît plus de deux fois plus agissant que l'Égypte et presque autant que tous les « pays du champ de bataille » réunis, Palestiniens compris <sup>51</sup>, mais il évite qu'un même événement soit compté plusieurs fois.

46. Voir bibliographie en Annexe.

47. Cf. E. O'BALLANCE, *op. cit.*, p. 12.

48. D'où l'obtention de « ce concentré d'événements (...) nécessaire à l'analyse » : Y. DELAHAYE, *op. cit.*, p. 138.

49. Sur le problème des sources, voir John SIGLER, « Reliability Problems in the Measurement of International Events », *Sage Professional Papers in International Studies* I (1972), 25. L'auteur estime que « the use of chronologies which are derived from area newspapers and other sources may be one answer to the problem of objectivity ». (p. 26)

50. L'« optimisme » du *Monde* est mis en lumière par J. SIGLER, *ibid.*, p. 22. Celui du *Middle East Journal*, par Edward E. AZAR *et al.*, « The Problem of Source Coverage in the Use of International Events Data », *International Studies Quarterly* 16, 3 septembre 1972, p. 382.

51. Voir tableau en Annexe 1.

Ces distinctions initiales ne devront pas être perdues de vue dans la discussion qui va suivre. Portant sur la mise en relation de variables qu'on pourrait qualifier les unes d'identification, les autres de qualification, notre analyse tendra successivement à définir la configuration de la crise et son contenu. Elle s'attachera ensuite à saisir l'évolution du comportement des acteurs.

#### A — La configuration du conflit

L'identification de 30 acteurs, origines ou cibles d'événements, dans la tranche ici étudiée du conflit israélo-arabe est l'indication de l'insertion de celle-ci dans un contexte systémique mondial. Toutefois, une grande inégalité de participation de ces acteurs manifeste une hiérarchie des rôles.

Ainsi, hors du sous-système régional israélo-arabe, il n'est pas surprenant de constater une position prééminente des États-Unis et de l'Union soviétique qui annonce une certaine polarisation du conflit. Les deux superpuissances sont, en effet, impliquées dans environ un tiers (respectivement 36,2 et 31,2%) des événements qui prennent leur origine ou trouvent leur point d'application, définitif ou intermédiaire, en dehors du Moyen-Orient. Par ailleurs, 23,5% de ces événements ont un lien quelconque avec l'ONU qui reflète pour l'essentiel les consensus et les désaccords de Moscou et de Washington. Incidemment, ces chiffres démontrent crûment, dans leur sécheresse, l'échec du général de Gaulle, dont la seule tentative qui ait été faite à l'époque, pour substituer à une bipolarisation qu'il considérait comme aggravante, une sorte de monopolarisation collective qui aurait restitué à la France et à la Grande-Bretagne un rôle dans la gestion de la crise.

Apparemment du moins, la polarisation du conflit reste cependant modérée. La participation étrangère n'apparaît que dans 10,4% de tous les comportements de la période codée et celle des puissances polarisantes est réduite à 7% d'entre ceux-ci, ce qui tend à infirmer l'allégation souvent entendue chez les militants arabes d'un « Israël avant-poste de l'impérialisme américain » ou celle du « complot » arabo-moscovite chère à la plupart des Israéliens.

Les structures de cette polarisation ressortent du schéma 3 ci-dessous. Pour chacun des acteurs (dyadiques et polarisants) sont indiqués le nombre d'événements dont ils sont la cible (*target*) et celui dont ils sont l'auteur (*actor*). Ces nombres, entre parenthèses pour l'URSS et les É.-U., se rapportent à la totalité des événements dans lesquels ces deux puissances sont directement impliquées ; entre tirets pour l'Égypte et Israël, ils ne récapitulent que ceux des événements qui les mettent en relation avec les puissances polarisantes. Les flèches en traits pleins et en pointillé illustrent respectivement des relations à dominante coopérative ou conflictuelle. Les chiffres qui leur sont joints indiquent justement le nombre de celles-ci, éventuellement ventilés entre les actions coopératives (+) et conflictuelles (-), l'écart constaté concernant alors les actions dites neutres.

Il ressort tout d'abord du tracé ci-dessus une certaine primauté du rôle des États-Unis, due principalement à ce que ceux-ci sont plus sollicités ou pris à parti que l'Union soviétique. L'un et l'autre produisent, en effet, à peu près autant d'événements. Ces derniers sont souvent dépourvus de cibles directes déterminées,



La disproportion du nombre des événements aux implications externes à la région et de ceux qui, au contraire, ne mettent en cause que les acteurs régionaux, fait ressortir la large part d'autonomie du conflit israélo-arabe. Plus on s'approche du centre géographique de la crise – dont on a vu qu'il était situé dans les territoires occupés – plus la participation active ou l'implication passive des acteurs est élevée<sup>54</sup>. Parmi les acteurs arabes périphériques, la plupart sont totalement absents. Le mieux représenté est l'Irak qu'une question déjà ancienne de compétitivité avec le Caire et Damas incline à intervenir dans la question palestinienne<sup>55</sup>. Les autres, en tête desquels on trouve curieusement l'émirat de Qatar, ne revêtent pas d'importance significative<sup>56</sup>.

Autour d'Israël et de ses territoires occupés, donc, les acteurs arabes principaux font cercle. Le plus actif d'entre eux et le plus visé, nous l'avons vu, est la R.A.U. Elle assume dans le conflit 42,4% de l'activité physique et verbale attribuée aux Arabes ; elle est la cible directe de la moitié des actions israéliennes orientées vers le monde arabe<sup>55</sup>. Puis viennent la résistance palestinienne (24,9% et 23,4%), la Jordanie (12,6% et 7%), la Syrie (8,2% et 7%), et enfin le Liban (7,3% et 5%).

Ce classement est cependant différent si l'on ne retient de l'activité arabe que celle qui est directement dirigée contre Israël. Ainsi s'aperçoit-on que bien plus de la moitié de l'activité égyptienne liée au conflit correspond soit à de simples prises de positions publiées à la face du monde en vue d'un résultat non clairement articulé, soit à des démarches effectuées en direction de pays tiers arabes, notamment la Jordanie (16) ou non arabes, notamment l'Union soviétique (28). Cette extraversion de l'activité égyptienne correspond au « statut » international de la R.A.U. et ne se retrouve portée au même degré chez aucun autre acteur arabe.

Si l'on ne considère ainsi que les actions directement dirigées contre Israël, le Caire, qui n'assume plus que 31,8% de l'agressivité antiisraélienne des pays du champ de bataille, passe au second rang derrière les Palestiniens (39,8%) et la Syrie s'efface derrière le Liban (7,7% et 7,5%). Si l'on élimine en outre les actions verbales pour s'en tenir aux seuls comportements physiques, l'écart entre Palestiniens et Égyptiens s'accroît encore : à en croire nos données, près de la moitié de la belligérance concrète arabe (47,8%), pour l'essentiel des faits de guerre, serait imputable à la résistance palestinienne ; la part de l'Égypte se réduirait alors à un peu plus du quart seulement (27,5%).

Ainsi considérés, ces résultats ne représentent qu'une photographie journalistique déformée de la « guerre d'usure », et doivent être sérieusement critiqués. Il est inadmissible, en effet, d'un point de vue purement quantitatif, de faire passer le poids physique d'une guérilla palestinienne, artisanale, intermittente et décousue avant celui de la bataille dans laquelle, 500 jours durant, l'armée

54. Voir tableau en Annexe 1.

55. Cf., entre autres : Edith et E. F. PENROSE, *Irak : International Relations and National Development*, Londres, Ernest Berm, 1978, pp. 236 et 368.

56. Rappelons qu'à l'époque étudiée, ni Nasser n'était mort, ni la révolution pétrolière arabe n'avait encore eu lieu.

égyptienne<sup>57</sup> aura mis en œuvre son artillerie, son aviation et ses commandos, infligeant à l'ennemi et subissant elle-même des pertes bien plus considérables qu'aucun autre belligérant<sup>58</sup>.

Le constat quantitatif contraire effectué ici résulte de la nature même de l'événement militaire, généralement soustrait par son caractère secret, technique et répétitif à l'attention de l'informateur et, à l'inverse, de la surinformation dont bénéficient certains phénomènes idéologiquement en vogue et aux modes d'expression plus facilement compréhensibles. La résistance palestinienne dans l'après-guerre des « Six-Jours » est justement l'un de ceux-là. Il faut ajouter que les règles de codage adoptées par CADIC ne font rien pour redresser ce travers en comptabilisant de manière identique tout événement de même nature, quelle que soit sa portée, explosion de grenade ou bombardement aérien, déploiement de corps d'armée ou déplacement de patrouille, destruction d'une raffinerie ou sabotage d'un poteau électrique.

Rappelons enfin que de nombreux comportements égyptiens ne sont rapportés que par le contenu des communiqués israéliens (et ne figurent donc pas dans les décomptes précédents). Ainsi, sur 797 événements attribués à Israël, 82 d'entre eux sont des déclarations de Jérusalem relatant des activités antiisraéliennes des pays arabes du champ de bataille et plaçant largement l'Égypte avant la résistance palestinienne pour les actions conflictuelles (39 c/ 24).

De leur côté, les États arabes belligérants racontent aussi à leur manière, par leurs communiqués, les opérations qu'ils se flattent d'avoir effectuées ou dont ils se plaignent d'avoir été victimes. Écrémée des données ayant trait à des événements déjà rapportés directement par la presse ou par les autorités israéliennes, cette nouvelle approche de l'activité des belligérants arabes, donne à nouveau la primauté de l'activité antiisraélienne de l'Égypte, avec cette fois-ci une avance de près du triple sur les Palestiniens (85 c/ 31).

Les comportements physiques conflictuels ainsi identifiés constituent des unités événementielles, sinon mathématiques, homogènes et exclusives les unes des autres. Ils peuvent donc être totalisés. Reportés sur le tableau IV ci-après, il en ressort le poids de chaque acteur arabe dans la lutte antiisraélienne.

Ces résultats peuvent être utilement rapprochés de ceux que permet d'obtenir l'observation de la belligérance israélienne dans la mesure où celle-ci, en tant que riposte proportionnelle à l'activité conflictuelle arabe, peut être considérée comme un indicateur de cette dernière. Le tableau V nous renseignera donc non seulement sur la distribution des actions hostiles physiques d'Israël entre ses différentes cibles arabes, mais aussi sur l'importance que ces dernières revêtent pour Jérusalem et sur l'urgence qu'à ses yeux leur traitement requiert.

57. Sur l'importance des moyens militaires mis en œuvre par les pays du champ de bataille, on peut se référer à notre article : « La guerre d'usure israélo-arabe », dans J. MEYRIAT, *op. cit.*, p. 324.

58. Voir note 49.

TABLEAU IV

*Activité conflictuelle physique antiisraélienne des belligérants arabes*

<i>Origine de l'information</i>	<i>Acteur</i>	<i>R.A.U.</i>	<i>Palestiniens</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Syrie</i>	<i>Liban</i>
Presse		82	153	34	26	18
Communiqué israélien		37	28	3	6	2
Communiqué de l'acteur intéressé		85	29	6	17	5
Totaux/% sur totaux		204/38.9%	210/39.2%	43/8.1%	49/9.2%	25/4.7%

TABLEAU V

*Activité conflictuelle physique israélienne à l'encontre des belligérants arabes*

<i>Origine de l'information</i>	<i>Acteur</i>	<i>R.A.U.</i>	<i>Palestiniens</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Syrie</i>	<i>Liban</i>
Presse		163	84	57	16	13
Communiqué israélien		101	50	16	9	2
Communiqué de la cible concernée		27	3	18	2	11
Totaux/% sur totaux		291/50.9%	137/24.0%	91/15.9%	27/4.7%	26/4.5%

Ces derniers chiffres nous montrent ainsi la place de la résistance palestinienne ramenée à un rang plus modeste par les stratèges israéliens. Elle nous paraît <sup>59</sup>, à tout prendre, mieux correspondre aux capacités combattives concrètes des acteurs arabes de l'époque, bien qu'il ne faille pas perdre de vue le parti-pris israélien d'ignorer toute existence institutionnelle de l'O.L.P. et des organismes qui s'y rattachent. Ainsi de nombreux coups atteignant la Jordanie sont, en réalité, destinés aux fedayins palestiniens.

Quant à la comparaison des deux tableaux, elle fait apparaître que l'activité physique des opposants dyadiques est beaucoup plus élevée dans le sens Israël-R.A.U. qu'inversement, ce qui expliquerait les difficultés militaires de l'Égypte, le recours à la participation soviétique <sup>60</sup> et, finalement, l'acceptation du cessez-le-feu. Mais elle montre aussi que, dans l'ensemble, l'activité des deux camps s'équivaut à peu près, notamment grâce à l'appoint d'une activité palestinienne importante, d'où, malgré tout, une certaine usure israélienne, le développement du soutien américain <sup>61</sup> et, finalement, de ce côté aussi, l'acceptation du cessez-le-feu.

59. C'est aussi l'opinion de bien des observateurs. Pour N. Lorch, par exemple, la « guerre d'usure » ne se déroule que « on the Egyptian front alone, with terrorist activities as a major support » : N. LORCH, *op. cit.*, p. 227.

60. Cf., entre autres, N. SAFRAN, *Israël, op. cit.*, p. 261.

61. *Ibid.*, pp. 584ss.

Mais ce dénouement tient non moins à la configuration du conflit qu'à son contenu.

## B – Le contenu de la crise

Une fois les acteurs mis en place, l'analyse des variables de qualification, qui servent notamment à la définition des événements, doit nous permettre de dégager les traits d'ensemble des comportements ; ceux-ci relèvent pour l'essentiel des trois fonctions de publicité, d'hostilité et, enfin, de transaction ou de coopération.

Les comportements « publicitaires » tiennent une grande place dans la gestion du conflit israélo-arabe. Commentaires d'événements apparemment neutres, prises à témoin de caractère général sans destinataire explicite, ils représentent près du tiers<sup>62</sup> de toutes les actions prises en compte pendant la période codée. Cela peut paraître une dépense d'énergie exagérée eu égard aux autres tâches qui s'imposent aux acteurs pendant la crise, mais c'est qu'en réalité cette activité publicitaire est l'une des ressources du conflit : mise en œuvre en premier lieu par les belligérants, elle sert à leur propre mobilisation, à la démolition de l'adversaire et au conditionnement de l'environnement international.

Ce sont les Israéliens qui y ont eu le plus abondamment recours. Rompus au maniement des moyens modernes de communication et bien introduits dans les milieux internationaux de l'information, ils produisent à eux seuls près de la moitié des événements verbaux réputés neutres, soit près de 1,8 fois plus que les Égyptiens et 7,8 fois plus que les Palestiniens qui viennent immédiatement après. Il est vrai qu'une partie de cet écart provient de la préférence accordée<sup>63</sup> en cas de concurrence aux informations de sources israéliennes et en vertu de laquelle, sur quelque 280 commentaires israéliens apparemment neutres et dépourvus de cible déterminée, un quart rapportent des actions égyptiennes (43) ou palestiniennes (28) qui se trouvent ainsi soustraites du total des événements verbaux imputables aux acteurs arabes, dans le cas général où ceux-ci signalent de leur côté ces mêmes actions dont ils sont les auteurs.

Cependant, même en tenant compte de ce qui précède, l'avance d'Israël sur la R.A.U. pour le nombre des actions « publicitaires » reste égal à plus d'un quart. Quant au retard considérable des organisations palestiniennes dans ce domaine (37 événements verbaux neutres tous azimuts seulement) sur les deux protagonistes de la crise, il est d'une ampleur telle qu'il faut en chercher encore l'explication la plus vraisemblable du côté des sources. Curieusement, en effet, les organisations de presse semblent s'être montrées assez enclines à prendre à leur propre compte la relation des actions palestiniennes, de sorte qu'un fait militaire qui, par exemple, apparaîtrait au Caire sous la forme d'un communiqué semble être perçu, venant des Palestiniens, comme une action physique conflictuelle.

62. Très exactement 31,1% et 30,7% selon que l'on prend en compte la variable *Direct target* = 99 (c.à.d. [commentaire à] diffusion générale) ou *Type of action* = 06 (c.à.d. commentaire).

63. Voir p. 150.

Peut-être était-ce un moyen pour le journaliste d'éluider les contradictions des sources primaires palestiniennes et leur faible crédibilité que de ne pas s'y référer.

On ne sera pas surpris que cette activité informationnelle soit quantitativement liée à l'intensité du conflit. C'est ce qui est vérifiable pour chacun des acteurs dyadiques, mais non pour les Palestiniens, ni pour aucune des deux puissances polarisantes. C'est pour les premiers comme si, pendant la post-crise, ils parlaient plus et agissaient moins. Quelles autres initiatives que verbales leur restaient-ils d'ailleurs, à Beyrouth, quand ils se trouvaient privés, en Jordanie, de toute liberté d'actions concrètes par la réduction de leur sanctuaire par le roi Hussein ? Quant à l'accroissement sensible (pendant la même période) de l'activité verbale des deux grandes puissances, notamment des États-Unis, il exprime au niveau le plus banal un moment de repolarisation accentuée du conflit et préfigure la prochaine expansion de l'influence américaine.

Dans l'ensemble, cependant, l'activité informationnelle neutre liée au conflit ne connaîtra qu'un recul peu important, même en ce qui concerne les belligérants, comme si ceux-ci ne craignaient rien tant que de se retrouver seuls face à face ou que leur conflit se désactualisât. C'était, en effet, sous une forme discrète une manière de poursuivre les hostilités.

Les manifestations déclarées de celles-ci, objets d'information de presse directe, constituent toutefois l'essentiel des événements répertoriés pendant la période codée (1979 s/ 1981). Même après le dénouement apparent de la crise, ils représentent encore 38,1% des comportements, certes moins que pendant la crise (56,0%) et moins aussi que pendant la pré-crise (47,0%). Cette diminution est due à la raréfaction des actions physiques conflictuelles dont le taux passe à 17,3% de toutes les actions de la phase considérée, venant de 28,9% en pré-crise, après avoir culminé à 41,2% pendant la crise, ce qui tend à prouver qu'au moins sur ce point le « plan Rogers » a atteint ses objectifs. Ce qui reste de belligérance physique du côté arabe est alors assumé par les organisations palestiniennes presque en totalité, mais elles reçoivent plus de coups qu'elles n'en distribuent.

On notera enfin, en ce qui concerne les événements physiques conflictuels, la rareté des actions de mobilisation, elle-même liée à l'aspect permanent du conflit du Moyen-Orient et à son aspect routinier ou, tout au moins, au caractère seulement subaigu de la crise militaire engendrée par la « guerre d'usure ».

Par manière de compensation, l'hostilité verbale, à l'image de l'activité informationnelle dont elle n'est qu'une forme avancée, évolue à l'inverse de la belligérance physique. Elle n'est jamais aussi importante qu'après la crise (22,0% de toutes les actions conflictuelles). Elle est au plus bas pendant celle-ci (14,5% venant de 16,9% pendant la pré-crise), ce qui donne une indication du caractère forcé, artificiel et superficiel du « règlement » intervenu, et, comme nous l'avions signalé à propos des objectifs, de la persistance du mécontentement des acteurs.

L'expression verbale de ce mécontentement est cependant assez modérée puisque, d'après nos données, elle serait particulièrement pauvre en menaces, ce qui, d'un point de vue historique, est difficilement admissible. Israël et les

Palestiniens seraient les seuls à en proférer, dont certaines à Jérusalem, ne viseraient rien moins que l'Union soviétique. Particulièrement surprenante est l'absence totale de la R.A.U. dont on se souvient pourtant que le Raïs a menacé un jour (23 mars 1969) l'État juif du bombardement de ses concentrations urbaines<sup>64</sup>, et, une autre fois (1<sup>er</sup> mai 1970) les États-Unis, de repréailles pétrolières<sup>65</sup>. Sans doute l'« optimisme des sources » joue-t-il encore ici, aux yeux bienveillants desquelles un ultimatum n'est en somme qu'un appel un peu pressant.

Les actions verbales conflictuelles ne sont donc dans la plupart des cas que ce que CADIC appelle du « conditionnement verbal ». Israël en est l'auteur le plus actif, notamment pendant la crise, et la cible la plus visée, notamment au cours de la pré-crise. L'Égypte vient en deuxième position. Ce n'est qu'après la date du cessez-le-feu qu'apparaît une certaine participation des puissances polarisantes à l'activité verbale conflictuelle ; les États-Unis pour en être la cible, notamment de la part de la R.A.U., l'Union soviétique comme auteur, notamment à l'encontre d'Israël.

Cette phase de post-crise est cependant, comme il est normal, un moment du conflit où les actions de coopération tiennent dans l'ensemble des événements codés une place plus importante. Toutefois, la dominante conflictuelle de l'ensemble relationnel étudié ne cesse de s'imposer, ni quantitativement puisque le taux de ces actions de coopération n'atteint pas 30% de tous les événements de la période considérée (contre 13,4% et 18,8% pendant et avant la crise), ni qualitativement : de tous les comportements réputés coopératifs, ce sont ceux qui le sont le moins et ne visent personne en particulier qui augmentent le plus. Encore faut-il ajouter que dans l'ensemble, et notamment dans la post-crise, les puissances extérieures à la région participent pour un tiers à la création des événements « positifs » et sont destinataires de près du quart d'entre eux.

Ainsi, sur les 317 actions dites positives incluses dans nos calculs, bien peu passent d'un bord à l'autre de la dyade conflictuelle. Émanant pour la plupart des pays arabes (179), elles visent pour l'essentiel à promouvoir ou conforter un système de pression antiisraélien et peuvent difficilement, à ce titre, passer pour des éléments de détente. Les Israéliens, d'ailleurs, ne s'y sont pas trompés qui, dans la relation des événements qu'on leur a empruntée, ne voient pas que plus d'une action sur trente ait quoi que ce soit de coopératif.

Ce pessimisme est corroboré par l'absence significative de toute action de démobilisation qui est bien, à l'issue d'une guerre, l'indication d'un répit durable. Il faut dire qu'à cette époque, rien dans l'enchaînement du conflit israélo-arabe en général et israélo-égyptien en particulier, ne l'annonçait.

### C – Relations diachroniques internes et externes des comportements

Aux apports de l'approche synchronique qui nous informe sur la nature et la répartition des actions manifestant la crise, l'analyse diachronique ajoute une

64. Cf. E. O'BALLANCE, *op. cit.*, p. 60.

65. Cf. *Al Ahrām* du 2 mai 1970.

dimension historique ; elle permet d'observer l'évolution des conduites et de découvrir, le cas échéant, quelques causes prochaines de celles-ci, et, notamment, de comparer les variations des comportements égyptien et israélien, d'en saisir éventuellement les rythmes et les cycles et d'en rechercher les causes propres ou réciproques.

Sans attendre les réponses que l'analyse empirique pourra apporter à quelques-unes de ces questions, l'observation du report graphique des principales données comportementales numériques en fonction du temps hebdomadaire est susceptible de livrer quelques enseignements. Pour l'Égypte comme pour Israël, nous avons reporté par semaines les données figurant dans la première colonne des tableaux IV et V précédents, augmentées des rares événements codés comme « menaces ». Le tracé qui en résulte représente l'évolution des comportements conflictuels graves <sup>66</sup>.

Pour les deux acteurs on constate que la crise commence véritablement à la 28<sup>e</sup> semaine (celle du 8 mars 1969), qu'ils connaissent l'un après l'autre, Égypte d'abord, Israël ensuite, une période de rémission relative de 2 à 3 semaines dans chaque 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séquence de la crise, que chacun d'eux atteint à deux reprises des maxima absolus de 8 événements conflictuels graves <sup>67</sup>, et qu'enfin, pour l'un comme pour l'autre, la séquence la plus dangereusement active de la crise est la dernière. Chaque séquence accuse d'ailleurs une augmentation sur la précédente, sauf pour Israël qui réfrène quelque peu ses activités en 4<sup>e</sup> séquence, lorsque la couverture aérienne soviétique du Delta l'oblige à interrompre ses raids en profondeur.

Mais, là, s'arrêtent les analogies. La moyenne hebdomadaire de ces événements est plus élevée pour Israël que pour la R.A.U. (3,61 contre 2,55 pour toute la crise), l'écart tendant à s'accroître de séquence en séquence comme si une aggravation modérée de la belligérance égyptienne, ou seulement même la prolongation de la crise, multipliait l'acharnement belliqueux de Jérusalem. Une certaine régularité dans la progression de l'effort de guerre israélien est, en effet, une autre caractéristique qui ressort de l'exploitation de nos données ; après 6 mois de « guerre d'usure » et jusqu'au cessez-le-feu on ne compte plus une seule semaine sans incident grave commis par Israël, tandis qu'une seule semaine n'en compte qu'un <sup>68</sup>, une seule autre, deux <sup>69</sup>.

Du côté égyptien on dénombre au contraire encore 5 semaines sans incident <sup>70</sup> et 19 autres où l'on n'en enregistre qu'un ou deux. C'est dire que les manifestations de la belligérance égyptienne nous apparaissent, comme l'expression des objectifs, revêtir un caractère plus décousu que du côté israélien. Les à-coups de leur tracé semblent illustrer *a posteriori* le propos de Moshe Dayan, alors ministre israélien

66. Voir en Annexe 5.

67. Semaines 87 et 92 pour la R.A.U., 93 et 95 pour Israël.

68. Semaine 57.

69. Semaine 81.

70. Semaines 54, 56, 69, 72, 99, 101.

de la Défense, déclarant que la « guerre d'usure » voulue par Nasser avait placé celui-ci « sur le dos d'un tigre sauvage<sup>71</sup> ». Il est difficile de trancher sur le point de savoir si cette apparence reflète la réalité ou seulement la relation qui est faite de cette dernière par nos sources, plus attentives, répétons-le, à l'unique Israël qu'à l'un seulement des pays arabes qui se disputent les feux de l'actualité moyen-orientale, ou pour lesquelles la couverture des événements politiques inter-arabes (« sommet » de Rabat, acceptation du « plan Rogers ») s'effectue au détriment de l'information militaire.

Soutenue, en tout cas, l'activité antiégyptienne d'Israël l'aura été jusqu'au moment de la crise, puisque durant sa dernière semaine encore, elle comporte en moyenne une intervention militaire par jour. C'est qu'il s'agit toujours, en attendant l'acceptation du cessez-le-feu qui doit en principe figer sur place les dispositifs militaires, d'empêcher les soviéto-égyptiens d'avancer leurs défenses antiaériennes sur le Canal<sup>72</sup>. L'Égypte, à l'inverse, dès l'acceptation du « plan Rogers » qui allait précisément lui permettre de réaliser cette opération sans coup férir, avait réduit ses initiatives agressives. Quant à celles qu'elle aurait continué à prendre après le 7 août, il est à noter qu'elles n'ont été portées à la connaissance du public que par les déclarations israéliennes dénonçant le redéploiement des *Sam 3* sur le Canal, infraction au cessez-le-feu sur laquelle la presse internationale, à la suite des Américains, des Soviétiques et, bien entendu, des Arabes, faisait unanimement silence.

Si l'on rapproche maintenant cette agressivité effective (actions physiques négatives + menaces) des propos hostiles des acteurs dyadiques (conditionnement négatif), on est amené à faire plusieurs constatations. Pas plus pour la R.A.U. que pour Israël, cette variable ne semble indépendante des autres actions plus intensément belliqueuses de leurs auteurs respectifs. On ne peut non plus les considérer comme des substituts de ces dernières, ainsi qu'aurait pu le donner à penser, notamment en ce qui concerne l'Égypte, l'argument parfois entendu d'une compensation psychotique des carences de l'action par la production verbale. Ce n'est, en effet, qu'à onze reprises en Égypte, et quatre en Israël, que le nombre des déclarations hostiles augmente de manière d'ailleurs modérée d'une semaine à l'autre, alors que celui des actions physiques décroît<sup>73</sup>. D'une manière générale, la variable d'hostilité verbale accompagne l'évolution du nombre des actions conflictuelles effectives, mais à un niveau très sensiblement inférieur. C'est surtout vrai pour Israël, notamment au cours de la semaine du raid de Nag Hammadi (31 octobre 1968) pendant la pré-crise, à l'époque des bombardements du Delta et pendant la « bataille des missiles<sup>74</sup> », comme si Jérusalem visait à parfaire par le discours une intimidation qu'il cherchait déjà à obtenir sur le terrain, et, par la même occasion, à se justifier devant l'opinion internationale.

71. Cité par nous, J. MEYRIAT (éd.), *L'univers politique 1970*, déjà cité, p. 203 ; *Le Monde*, 25/26 janvier 1970.

72. Voir N. LORCH, *op. cit.*, p. 154.

73. Respectivement, semaines 23, 14, 29, 46, 56, 59, 64, 69, 78, 93, 104, et semaines 85, 88, 91, 96.

74. Notamment de janvier à mars 1970 et juillet 1970.

Contrairement donc à certains préjugés très répandus, le recours au discours serait, d'après nos sources, un moyen du conflit israélo-arabe plus usité à Jérusalem qu'au Caire, d'autant plus qu'il vient en supplément d'une intense production verbale neutre à destination universelle dont on a déjà dit qu'elle était un moyen détourné de la lutte. Six mois après le déclenchement de la crise, elle atteint et se maintient à un niveau élevé indépendant des vicissitudes des opérations militaires. Elle est au contraire plus liée à ces dernières du côté des Égyptiens comme si ceux-ci cédaient volontiers à la tentation de prendre l'univers à témoin de leur histoire quand elle est mouvementée, mais négligeaient leur propagande en période calme.

Ces descriptions comparées des comportements égyptien et israélien n'ont, évidemment, en soi, aucune valeur explicative surtout en ce qui concerne la R.A.U. qui, en tant que principal revendicateur de la dyade, est censée ne pas être profondément influencée par la conduite de son adversaire (modèle fermé). Cherchons alors si l'observation du tracé représentatif des seuls comportements égyptiens ne livre pas quelque explication. Certes, on a bien l'impression que la belligérance du Caire se manifeste par poussées quasi trimestrielles, mais cette remarque très banale ne nous renseigne pas sur le pourquoi de ces poussées. Le rapprochement de celles-ci avec la représentation de la belligérance des autres pays arabes du « champ de bataille » ne fournit à cet égard que des indications contradictoires. Si cette belligérance, en particulier jordano-palestinienne, l'emporte dans la pré-crise en intensité sur celle de l'Égypte, donc la précède, et peut passer pour avoir poussé au déclenchement de la crise, par la suite il n'en va pas de même. Parfois les maxima coïncident comme pour la 58<sup>e</sup> semaine (propositions Rogers) ou la 92<sup>e</sup> (semaine anniversaire du déclenchement de la « Guerre des Six Jours ») ; souvent ils s'opposent, mais s'enchaînent, donnant l'impression que l'émulation interarabe subsiste et que si Nasser, en déclenchant la « guerre d'usure », avait tenté de se libérer des surenchères arabes, il n'y aurait que partiellement réussi. Le maximum absolu de la combativité arabe non égyptienne à l'encontre d'Israël, observé au lendemain du cessez-le-feu, montre au moins que l'ultime tentative des Palestiniens pour relancer le combat est restée vaine.

On peut se demander aussi si la belligérance de la R.A.U. ne serait pas un moyen de sa diplomatie, ou sa diplomatie, un moyen de sa belligérance, auquel cas une relation devrait apparaître entre les actions militaires et diplomatiques égyptiennes. Or celle-ci non plus n'est pas évidente. Quatre fois seulement une activité diplomatique égyptienne supérieure à la moyenne, et visant principalement les autres pays arabes, correspond à un surcroît d'activité militaire, deux fois elle tombe en période de creux. Pour autant que le faible nombre de données dont nous disposons en ce qui concerne l'activité diplomatique des acteurs nous le permet, nous constatons aussi que par trois fois une plus forte concentration d'actions diplomatiques précède une substantielle réduction de la belligérance concrète égyptienne. Cela se produit à l'issue des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> séquences dans les

semaines qui précèdent les périodes de moindre activité militaire <sup>75</sup> correspondant à l'échec du « sommet » de Rabat (21 décembre 1969) suivi du voyage secret de Nasser à Moscou (démarche qui n'apparaît d'ailleurs pas dans nos données puisqu'elle est « secrète »), à la mise en place du système d'armes antiaériennes soviétique, et à l'acceptation du « plan Rogers ».

À défaut de trouver de plus amples relations significatives entre différents moments du comportement égyptien ou entre celui-ci et son environnement international non dyadique, il est permis de se demander si ce n'est pas finalement le comportement de Jérusalem qui transformerait les supposés défis égyptiens en autant de réponses à l'activité israélienne, liées à celle-ci quant au choix du moment, des moyens et du degré, de sorte que sans sortir de l'hypothèse d'un modèle conflictuel fermé, ce dernier subirait de sensibles altérations.

Éliminons tout d'abord l'hypothèse où, dans le cadre de la solidarité arabe, le Caire modulerait son effort non seulement en fonction des ripostes qu'il s'attire d'Israël, mais également en fonction des coups que l'ennemi commun administrerait aux « pays-frères ». Rien ne permet, à l'observation, de retenir cette seconde éventualité. Quelques maxima coïncident ou se suivent avec des fréquences et à des niveaux peu significatifs et, vers la fin de la crise, les maxima d'activité égyptienne ont plutôt tendance à précéder les maxima d'efforts israéliens sur les autres fronts qu'à leur succéder <sup>76</sup>.

En ce qui concerne une certaine probabilité de l'incidence du comportement d'Israël sur celui de la R.A.U., nous pouvons formuler à cet égard quatre hypothèses : l'augmentation du *challenge* égyptien répond à l'augmentation de la coercition israélienne (hypothèse 1) ou à sa diminution (hypothèse 2) ; la diminution du *challenge* égyptien répond à celle de la coercition israélienne (hypothèse 3) ou à son augmentation (hypothèse 4). Aux hypothèses 2 et 4 correspond dans l'ensemble, sur nos graphiques, la coïncidence des minima et des maxima de chaque acteur dyadique, aux hypothèses 1 et 3, respectivement l'apparition des maxima et des minima égyptiens à la suite des maxima et minima israéliens.

Les cas de figure rencontrés apparaissent dans le tableau ci-dessous où les signes + ou - indiquent une augmentation ou une diminution de la conduite conflictuelle effective des acteurs par rapport à la semaine précédente.

75. Respectivement, semaines 60 à 70 (moyenne hebdomadaire : 1,7), semaines 75 à 79 (moyenne hebdomadaire : 1,6), semaines 94 à 99 (moyenne hebdomadaire : 1,5). La moyenne hebdomadaire générale de toutes les actions égyptiennes visant directement une cible identifiée non israélienne s'élève à 0,65 pour toute la période codée.

76. Maxima d'actions physiques israéliennes contre cibles arabes non égyptiennes suivant maxima égyptiens dans les semaines 60 et 61 après 58, 79 après 75-77, 88-89 après 87, 98 après 97, 101 après 100. Mais, inversement, maxima égyptiens après maxima israéliens, semaines 68-70 après 67-69, 73 après 75-77.

TABLEAU VI

		<i>R.A.U.</i>	
		+	-
ISRAËL	+	H 1 = 16	H 4 = 20
	-	H 2 = 23	H 3 = 10

Il semble ainsi que les hypothèses qu'on a le plus de chances de vérifier sont celles d'une diminution de l'activité conflictuelle égyptienne faisant suite à une intensification de la riposte israélienne et, plus encore, celle de l'augmentation de l'agressivité égyptienne consécutive à une modération de la réaction israélienne.

Pour satisfaisantes que soient ces conclusions d'un point de vue théorique <sup>77</sup>, d'ailleurs parfaitement conforme aux doctrines militaires israéliennes, les choses, on s'en doute, ne répondent pas dans la réalité à des schémas mécanistes aussi simplifiés. Au demeurant, la simple contemplation du tracé des enchaînements conflictuels égypto-israéliens peut conduire à des observations très différentes en fonction de l'unité de temps d'observation choisie. L'intensification de l'effort militaire d'Israël, en particulier, a été impuissante à ralentir celle de la belligérance égyptienne qui n'a cessé de progresser de séquence en séquence, de sorte que, finalement, il est difficile de décider si cette évolution a lieu malgré ou à cause de l'aggravation de la coercition israélienne.

Celle-ci, en tout cas, d'après les hypothèses stratégiques de CADIC sur le comportement de l'acteur principalement défendeur, devrait évoluer selon un modèle ouvert, en fonction, du moins pour une part, du comportement égyptien. Nous pouvons, comme précédemment, émettre les hypothèses d'une augmentation de la conduite conflictuelle israélienne répondant soit à l'augmentation, soit à la diminution du comportement coercitif égyptien (hypothèses 1 et 2), et celles d'une diminution de cette conduite israélienne introduite par la diminution ou l'augmentation de la coercition égyptienne (hypothèses 3 et 4), puis dresser dans les mêmes conditions le tableau suivant.

TABLEAU VII

		<i>Israël</i>	
		+	-
R.A.U.	+	H 1 = 25	H 4 = 17
	-	H 2 = 7	H 3 = 22

77. Cf. l'article introductif de ce recueil, pp. 7-19.

Les indications ci-dessus ne sont pas sans intérêt puisqu'elles nous montrent un État défendeur (Israël) réagissant comme on doit s'y attendre aux provocations de l'État revendicateur (Égypte) ; de l'intensification de la belligérance de celui-ci découle une bonne probabilité de l'escalade. La recevabilité de ces résultats ne doit pas cependant nous dissimuler, ici encore, les difficultés inhérentes à la grossièreté du procédé d'analyse et à l'arbitraire du choix de l'unité de temps. À cet égard, un tracé des activités conflictuelles égypto-israéliennes de moyenne mobile 2 illustre mieux la prédictivité moyenne du comportement de la R.A.U.<sup>78</sup>.

De toutes façons, on trouve aussi hors d'Égypte des variables comportementales qui prédisent la belligérance dyadique d'Israël. Ainsi en va-t-il des actions dirigées contre Jérusalem par les trois autres pays du « champ de bataille ». Sur les 21 maxima d'activité conflictuelle dyadique israélienne observée pendant la crise, 13, dont la moitié correspond d'ailleurs à des maxima égyptiens<sup>79</sup>, sont précédés d'un regain d'hostilité de ces pays. Ceci donne une idée du rôle que jouent ces États arabes dans l'aggravation de la crise alors qu'ils n'en joueraient aucun dans la détente, puisqu'aucune relation n'apparaît entre la diminution de leurs actions coercitives et celle du niveau conflictuel dyadique.

Plus nette encore est la mise en lumière de la sensibilité d'Israël à l'activité des puissances polarisantes. Sur 56 événements émanant des États-Unis et de l'Union soviétique<sup>80</sup> à destination des acteurs dyadiques ou, inversement, dirigés vers eux par ces derniers, 23 d'entre eux trouvent place dans une semaine de belligérance israélienne moins agitée que la suivante, 13 dans une semaine plus agitée, 14 identiques. Le tableau ci-dessous fait apparaître qu'il n'en va pas de même pour la R.A.U.

TABLEAU VIII

*Effet de l'intervention des puissances polarisantes*

	+	-	=
sur Israël	23	13	14
sur la R.A.U.	24	21	5

L'intervention des Grandes puissances dans le conflit est donc, d'après ces données, plus susceptible d'entraîner une aggravation qu'une diminution de la crise tout au moins du côté israélien, ce qui semble donner, au moins partiellement, du poids à l'argument souvent avancé dans les milieux arabes « progressistes »

78. Voir en Annexe 5.

79. Il s'agit des semaines n<sup>os</sup> 38, 71, 79, 90, 93, 95 et 28, 40, 48, 63, 75, 82, 87. Les maxima communs à Israël et à la R.A.U. figurent dans les sept dernières. Voir Annexe 5.

80. Voir Annexe 5.

qu'une intervention américaine au Moyen-Orient ne saurait s'exercer qu'en faveur des « faucons » israéliens. Américaine ou soviétique, l'intervention des Grandes puissances serait par contre demeurée sans effet sensible sur le comportement égyptien, ce qui n'est pas moins contestable. Dans tous les cas, ce n'est qu'une vision statistique des choses, car chacun sait qu'en fait de pressions extérieures, il en suffit d'une, mais convenablement dosée, pour faire entrer même Israël dans une phase de désescalade radicale, quoique subsistent des provocations d'en face. C'est ainsi que, pour reprendre une autre expression imagée de Moshe Dayan, à la 75<sup>e</sup> semaine de la « guerre d'usure », Israël se voyait contraint par Washington à « plonger dans l'eau glacée <sup>81</sup> » du cessez-le-feu.

#### IV – CONCLUSION : LA PRÉDICTIONNÉ RELATIVE DES OBJECTIFS

La discussion de la prédictivité des objectifs vient naturellement en conclusion d'une étude dont l'intérêt était moins de compléter nos connaissances sur la « guerre d'usure » que d'appliquer à un type de crise particulier les principes, méthodes et moyens de CADIC et de vérifier, si possible, son postulat stratégique de base sur la relation existant entre les objectifs des acteurs et leurs comportements.

Or il faut bien reconnaître que les premières conclusions que nous pouvons dégager sur ce point sont assez décevantes. On pouvait, semble-t-il, s'y attendre au constat d'une première anomalie : l'avance considérable des articulations d'objectifs sur les événements conflictuels dyadiques. Même en tenant compte des corrections résultant des tableaux IV et V (p. 155), les premières sont deux fois et demie plus nombreuses que les seconds en ce qui concerne Israël et l'emportent encore de plus du double pour ce qui est de la R.A.U., si l'on ne s'en tient qu'aux actions physiques. En ajoutant à celles-ci les comportements verbaux conflictuels, l'écart reste encore considérable <sup>82</sup>, ce qui, y compris dans l'hypothèse de gouvernements extrêmement bavards, est difficilement admissible. N'oublions pas, en effet, que notre crise est une guerre où l'on peut s'attendre à ce que les stratèges recherchent la surprise par la dissimulation de leurs intentions et où il est sûr, en tout cas, que le déroulement des opérations implique en moyenne un nombre élevé d'actions quotidiennes <sup>83</sup>. Cette inflation des objectifs par rapport aux données comportementales ne peut donc qu'ôter une bonne part de signification aux relations qui restent à découvrir entre les deux types de données.

Un autre facteur d'insignifiance relative résulte, comme nous l'avons déjà signalé, du choix de la semaine comme unité de temps. Si cette préférence s'explique pour des raisons pratiques, elle présente l'inconvénient de rassembler dans une observation numérique unique une histoire de sept jours. Alors que

81. Cité dans notre article : « La République arabe unie, Israël et leurs Grands », *op. cit.*, p. 216.

82. Le rapport des uns aux autres reste respectivement de 1,8 et 1,7.

83. Par exemple, 304 incidents en une semaine, fin avril-début mai 1970 ; 183 sorties d'avions égyptiens en un jour, vers la même époque ; 4 000 bombes israéliennes en 3 jours, début juillet 1970. (Voir S. A. KHALIDI, *op. cit.*, p. 70.)

l'on cherche à dégager l'enchaînement des incitations et des réponses, on laisse échapper sous l'apparence de la simultanéité toutes les modifications de variables pouvant intervenir entre chaque samedi, correspondant au premier jour de la première semaine de la crise, et chaque vendredi suivant. On déplorera, enfin et encore, la grossièreté d'une échelle d'intensité de conflit-coopération qui comptabilise pour une même valeur des opérations militaires de gravité parfois très inégale.

Techniquement, cependant, la comparaison des articulations d'objectifs et des comportements reste tout à fait possible. Nous avons reporté sur un même graphique les courbes représentant, par semaine et par acteur, le nombre des articulations d'objectifs négatifs et celui des comportements dyadiques conflictuels en vue de découvrir si une relation apparaît entre une augmentation ou une diminution des premiers et une augmentation ou une diminution des seconds, ces variations étant dans chaque cas appréciées par rapport à la semaine précédente.

Quatre types de relation étaient à examiner : l'incidence éventuelle des objectifs de l'Égypte sur son propre comportement et sur celui de l'acteur israélien et celle des objectifs de ce dernier également sur son propre comportement puis sur le comportement de l'Égypte. Dans chaque cas, quatre hypothèses pouvaient être envisagées selon qu'une augmentation de la variable indépendante (les objectifs au cours d'une semaine) entraînait une augmentation ou une diminution de la variable dépendante (les comportements, la semaine suivante), ou selon qu'une diminution du *challenge* menait à une intensification ou à une réduction dans les comportements <sup>84</sup>.

Les relations les plus satisfaisantes sont celles qui ressortent des tableaux ci-dessous. Elles expriment une certaine prédictivité des objectifs israéliens.

TABLEAU IX				TABLEAU X			
<i>Israël</i>				<i>R.A.U.</i>			
(Comportements)				(Comportements)			
		+	-			+	-
ISRAËL	+	H 1 = 28	H 4 = 23	ISRAËL	+	H 1 = 29	H 4 = 19
(Objectifs)				(Objectifs)			
	-	H 2 = 18	H 3 = 26	-		H 3 = 18	H 3 = 24

Ainsi, une augmentation des articulations d'objectifs négatifs par Israël a plus de chances d'entraîner une aggravation des hostilités qu'une désescalade, non seulement du côté israélien mais plus encore du côté égyptien (60% des cas). Inversement, une certaine détente a plus de chances d'intervenir lorsque, la semaine précédente, Israël a modéré l'expression de ses objectifs négatifs.

84. Soit, pour reprendre les notations des tableaux VI et VII, respectivement H1, H4, H2 et H3.

La sensibilité des acteurs à l'articulation des objectifs israéliens est à rapprocher d'une certaine indifférence d'Israël à l'énoncé des objectifs égyptiens. Les relations mises en lumière par les tableaux ci-dessous sont, en effet, faibles :

TABLEAU XI				TABLEAU XII			
<i>Israël</i>				<i>Israël</i>			
<i>(Comportements physiques)</i>				<i>(Comportements physiques + verbaux)</i>			
		+	-			+	-
R.A.U. (Objectifs)	+	H 1 = 15	H 4 = 17	R.A.U. (Objectifs)	+	H 1 = 20	H 4 = 17
	-	H 2 = 19	H 3 = 15		-	H 2 = 19	H 3 = 22

Il est curieux en tout cas de noter que ces relations, pour autant qu'elles sont significatives, s'inversent selon que l'on exclut ou non de la variable dépendante les comportements verbaux. À en croire le tableau XII, plus l'Égypte avouerait des intentions menaçantes, plus le comportement physique d'Israël tendrait à devenir plutôt pacifique, et inversement. C'est évidemment difficilement acceptable.

La même étrangeté se constate quant à l'effet produit par l'articulation des objectifs négatifs de l'acteur égyptien sur son propre comportement : en particulier, plus il exprime de mécontentement, moins la semaine suivante il se montre combatif<sup>85</sup>. Là encore, toute justification historique de cette observation risquerait d'être fantaisiste. Elle serait pourtant d'autant mieux venue que cette relation se rencontre, à une autre échelle, au moins une fois encore : la flambée d'activité conflictuelle, par laquelle débute le 7 janvier 1970 la 3<sup>e</sup> séquence de la crise, est précédée de six semaines de moindre articulation d'objectifs, comme si la préparation de cette recrudescence d'hostilités impliquait un relatif mutisme des décideurs, par ailleurs engagés chacun de leur côté dans d'importantes discussions politiques.

Retenons plutôt que, par l'effet qu'il produit par ses formulations d'objectifs sur le développement des hostilités, Israël, tout défenseur qu'il est, exerce dans la crise, telle qu'elle nous est rapportée par la presse, une certaine fonction pilote. Par ailleurs, il est intéressant de constater que l'impulsion « quantitative » globale peut revenir à un acteur – à l'Égypte pour les comportements, à Israël pour les objectifs – alors que, chronologiquement, elle est partagée : les Égyptiens, qui ont l'initiative pendant la première séquence de la crise, ne la perdent de juillet 1969 à avril 1970 (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> séquences), que pour la conserver, dès lors, jusqu'au cessez-le-feu<sup>86</sup>.

85. Les résultats mis à jour correspondent, en effet, au modèle H1 = 18, H2 = 23, H3 = 14, H4 = 22.

86. Cf. S. A. KHALIDI, *op. cit.*, p. 65.

À ne s'en tenir également qu'aux résultats ci-dessus, il apparaît que le modèle selon lequel se comporterait Israël serait plus fermé que celui de l'Égypte. Cependant, ouvert aux provocations tactiques de la partie adverse, Israël serait, par contre, sourd à l'expression de sa revendication.

Si tel est bien le cas, les objectifs du Caire n'influent sur le comportement israélien que pour autant qu'ils se sont traduits d'abord en belligérance concrète, nonobstant la faible relation que nous avons trouvée du côté égyptien entre cette dernière et l'articulation des objectifs. Quoi qu'il en soit, l'incidence conditionnelle de ceux-ci sur la conduite d'Israël suggère, en fin de compte, que l'évolution de la crise que nous avons étudiée ici suit un modèle ouvert multivarié : l'Égypte est bien l'État revendicateur, ses objectifs sont la variable explicative, son comportement, la variable de contrôle et la conduite d'Israël, la variable dépendante. Ainsi se trouvent à peu près accordés les comptages du quantitativiste, l'intuition du stratégiste et le jugement de l'historien.

## ANNEXE N° 1 : Acteurs, et cibles visées

	Cibles directes d'actions			Cibles d'objectifs israéliens			Auteurs d'actions		
	Nombre	Pourcentage		Nombre	Pourcentage		Nombre	Pourcentage	
<i>Israël</i>	483	37,03		67	14,4		797	42,37	
<i>Acteurs arabes</i>		<i>S/Tal Gal</i>	<i>S/Tal arabe</i>		<i>S/Tal Gal</i>	<i>S/Tal arabe</i>		<i>S/Tal Gal</i>	<i>S/Tal arabe</i>
Égypte	314	24,07	46,38	43	9,24	11,65	380	20,20	43,82
Syrie	42	3,22	6,20				74	3,93	8,53
Jordanie	102	7,82	15,06				113	6,00	13,03
Liban	21	1,61	3,10				42	2,23	4,84
Palestiniens	143	10,96	21,12				223	11,85	25,72
Algérie	3	0,23	0,44				3	0,15	0,34
Iraq	14	1,07	2,06				23	1,22	2,65
Tous les pays arabes	13	0,99	1,92	17	3,65	4,60	3	0,15	0,34
Ligue arabe	3	0,23	0,44				6	0,31	0,69
Moyen-Orient				1	0,21	0,27			
Sinaï				27	5,80	7,31			
Territoires occupés				279	60,00	75,60			
Golan				1	0,21	0,27			
Rive occidentale du Canal				1	0,21	0,27			
Libye	6	0,46	0,88				7	0,37	
Arabie saoudite	1	0,07	0,14				5	0,26	
Qatar	15	1,15	2,21				2	0,10	
Soudan							15	0,79	
Koweït							1	0,05	
S/s Total arabe	677			369			897		
<i>Autres</i>		<i>S/Tal Gal</i>	<i>S/Tal « Autres »</i>		<i>S/Tal Gal</i>	<i>S/Tal « Autres »</i>		<i>S/Tal Gal</i>	<i>S/Tal « Autres »</i>
États-Unis	59	4,52	40,97	1	0,21	3,44	72	3,82	
Union soviétique	35	2,68	24,30				68	3,61	
R.F.A.	1	0,07	0,69						
Canada	1	0,07	0,69						
France	3	0,23	2,08				5	0,26	
Grande-Bretagne	6	0,46	4,16				3	0,15	
Chine populaire	2	0,15	1,38				2	0,10	
Croix Rouge Internationale							1	0,05	
O.R.M.	37	2,83	25,69	28		96,55	36	1,91	
S/s Total « Autres »	144			29			187		
<b>TOTAL</b>	1304			465			1881		

## ANNEXE N° 2

*La guerre d'usure (mars 1969-août 1970); repères chronologiques*

<i>Dates</i>	<i>Événements</i>	<i>Phase</i>	<i>N° semaine</i>
1967			
5-10 juin	« Guerre des Six-Jours ». Occupation israélienne du Golan, Cisjordanie, Sinaï. Cessez-le-feu.	Période non codée	
17 juin	Déclaration du ministre israélien des Affaires étrangères sur le non-retour de son pays aux lignes antérieures d'armistices.	"	-
27 juin	Promulgation du texte israélien incorporant Jérusalem-Est à Israël.	"	-
1 juillet	Premier incident égypto-israélien.	"	-
15 juillet	Premier incident sur le front israélo-jordanien.	"	-
28 août/		"	-
1 septembre	Conférence des chefs d'État arabes de Khartoum.	"	-
27 septembre	Accrochage naval égypto-israélien.	"	-
20 octobre	Destruction des raffineries de pétrole de Suez.	"	-
17 novembre	Premier incident aérien égypto-israélien.	"	-
22 novembre	Adoption de la résolution 242 de l'ONU.	"	-
1968			
21 février	Manifestations ouvrières de Hérouan.	"	-
3 mars	Discours de Nasser : « libérer chaque pouce du territoire national quelqu'en soit le prix. »	"	-
21 mars	Combat israélo-jordano/palestinien de Karameh.	"	-
21 mars	Premier duel d'artillerie sur le Canal.	"	-
17 juin	Première infiltration de commandos égyptiens à l'est du Canal.		-
14 septembre	Discours de Nasser : « Après la phase de résistance, celle de la riposte a commencé. »	Pré-crise	3
28 septembre	Premier tir massif d'artillerie égyptienne sur le Canal.	"	5
31 octobre	Raid israélien sur Nag Hammadi (Haute-Égypte).	"	9
3 novembre	Premier combat aérien égypto-israélien.	"	10
20 novembre	Manifestations étudiantes du Caire.	"	12
4 février	Yasser Arafat porté à la présidence de l'O.L.P.	Pré-crise	23
8 mars	Premier des duels d'artillerie quotidiens.	Crise	28
		1 <sup>re</sup> séquence	
30 mars	Discours de Nasser : « Celui qui voit un Israélien et ne tire pas sera puni. »	"	31
3 avril	Première session de la concertation des Quatre Grands.	"	31
19 avril	Reprise des opérations égyptiennes à l'est du Canal.	"	34
23 avril	Abrogation du cessez-le-feu par l'Égypte.	"	34
10 juillet	Raid égyptien sur Port-Tewfiq.	"	45
20 juillet	Début de la contre-offensive aérienne israélienne sur les positions égyptiennes de la zone du Canal.	Crise	47
23 juillet	Discours de Nasser dans lequel il justifie la « guerre d'usure ».	2 <sup>e</sup> séquence	47

## ANNEXE N° 2 (suite)

<i>Dates</i>	<i>Événements</i>	<i>Phase</i>	<i>N° semaine</i>
10 août	Bombardement aérien israélien du système d'irrigation jordanien du Ghor.	"	50
11 août	Activation du front israélo-libanais.	"	50
6 septembre	Livraison des premiers <i>Phantoms</i> à Israël.	"	54
9 septembre	Coup de main israélien sur Ras Zafarana.	"	54
11 septembre	Incursions aériennes égyptiennes dans le Sinaï.	"	54
8 octobre	W. Rogers, secrétaire d'État américain, propose des négociations israélo-arabes indirectes, type « formule de Rhodes » Rejet arabe.	"	58
9 octobre	Coup de main égyptien à l'est du Canal.	"	58
8 novembre	Discours de Nasser : « mer de sang » et « horizon de feu ».	"	63
13 novembre	Discours de Golda Meir : « pas de chances de paix tant que Nasser reste au pouvoir »	"	63
9 décembre	Premières propositions d'un « plan Rogers ».	"	67
21 décembre	Conférence des chefs d'États arabes de Rabat.	"	69
1970			
4 janvier	Raid aéro-terrestre israélien sur Ras-el-Gharb.	"	71
7 janvier	Première attaque aérienne israélienne sur objectifs situés dans le delta égyptien.	Crise 3 <sup>e</sup> séquence	71
22 janvier	Opération israélienne sur l'île de Chadwan.	"	73
23 janvier	Voyage secret de Nasser à Moscou.	"	73
6 février	Commando amphibie égyptien à Eilath.	"	75
12 février	Bombardement aérien israélien de l'usine d'Abou Zaabel.	"	76
14 mars	Le <i>New York Times</i> annonce le renforcement par les Soviétiques du dispositif égyptien ( <i>SAM 3 et Mig 21</i> ).	Crise 4 <sup>e</sup> séquence	81
2 avril	Bataille aéro-terrestre sur le front israélo-syrien.	"	83
8 avril	Bombardement aérien israélien de l'école de Bahr al-Baqar.	"	84
18 avril	Rencontre aérienne israélo-soviétique au-dessus du delta. Fin des raids israéliens en profondeur.	"	86
1 mai	Discours de Nasser mettant les États-Unis en demeure de suspendre leur aide à Israël.	"	87
29 mai	Discours de Nasser : « des conseillers soviétiques dans toutes nos unités. »	"	91
30 mai	Opérations égyptiennes contre des positions de la « ligne Bar Lev ».	"	92
31 mai	Début de l'offensive aérienne israélienne tendant à interdire le déploiement des <i>SAM</i> égypto-soviétiques le long du Canal.	Crise 5 <sup>e</sup> séquence	92
19 juin	Transmission aux intéressés d'un nouveau « plan Rogers ».	"	94
26 juin	Discours de Nasser : « préparer la traversée du Canal ».	"	95

## ANNEXE N° 2 (suite)

<i>Dates</i>	<i>Événements</i>	<i>Phase</i>	<i>N° semaine</i>
29 juin	Voyage de Nasser à Moscou.	"	96
23 juillet	Acceptation du « plan Rogers » par l'Égypte.	"	99
30 juillet	Quatre pilotes soviétiques abattus par la chasse israélienne au dessus du Canal.	"	100
4 août	Acceptation du « plan Rogers » par Israël.	"	101
7 août	Entrée en vigueur du cessez-le-feu.	Post-crise	102
8 août	Redéploiement des SAM soviéto-égyptiens dans la zone du Canal en violation des stipulations du cessez-le-feu.	"	102
25 août	Conversations séparées de l'Égypte, d'Israël et de la Jordanie avec le représentant des Nations unies en vue d'un accord de paix.	"	104
30 août	Début de la répression de la résistance palestinienne en Jordanie.	"	105
6 septembre	Boycottage par Israël des négociations avec le représentant des Nations unies jusqu'au repli des SAM déplacés en fraude par l'Égypte.	"	106
27 septembre	« Sommet » interarabe du Caire. Accord jordano-palestinien.	"	109
28 septembre	Mort de Nasser.	"	109
1 octobre	Obsèques de Nasser. Serment des chefs d'États arabes de libérer « toute la Palestine ».	"	109
7 novembre	Première prolongation du cessez-le-feu.	"	116
<hr/>			
1971			
5 janvier	Reprise des conversations entre Israël et le représentant des Nations unies.	"	123

## ANNEXE N° 3

Tableau des fonctions d'objectifs par phases et sous-phases<sup>1</sup>

Acteur	Fonct. d'objectifs	Pré-crise (27 sem.)			Crise/I (19 sem.)			Crise/II (24 sem.)			Crise/III (10 sem.)			Crise/IV (11 sem.)			Crise/V (10 sem.)			Post-crise (22 sem.)		
		N	N/sem.	%	N	N/sem.	%	N	N/sem.	%	N	N/sem.	%	N	N/sem.	%	N	N/sem.	%	N	N/sem.	%
Égypte	Protection	6	0,22	8,8	1	0,05	2,2	4	0,17	6,9	1	0,10	3,7	5	0,45	8,6	5	0,50	7,5	15	0,68	15,6
	Restauration	32	1,19	47,1	25	1,32	54,3	28	1,16	48,3	17	1,70	63,0	31	2,82	53,4	48	4,80	71,6	50	2,27	52,1
	Acquisition	23	0,85	33,8	11	0,58	23,9	18	0,75	31,0	8	0,80	29,6	19	1,70	32,8	8	0,80	11,9	25	1,14	26,0
	Dénégation	7	0,26	10,3	9	0,47	19,6	8	0,33	13,8	1	0,10	3,7	3	0,27	5,17	6	0,60	9,0	6	0,27	6,3
	Total obj. nég.	68	2,52	100,0	46	2,42	100,0	58	2,41	100,0	27	2,70	100,0	58	5,25	100,0	67	6,70	100,0	96	4,36	100,0
Israël	Protection	17	0,63	26,6	10	0,52	22,0	10	0,42	16,9	9	0,90	24,3	43	3,91	50,0	18	1,80	34,6	28	1,27	34,6
	Restauration	1	0,02	1,60	0	0,00	00,0	1	0,04	1,7	1	0,10	2,7	4	0,36	4,6	3	0,30	5,8	6	0,27	7,4
	Acquisition	40	1,48	62,5	37	1,95	74,0	43	1,79	72,9	9	0,90	24,3	27	2,45	31,4	29	2,90	55,8	38	1,72	46,9
	Dénégation	6	0,22	9,4	3	0,16	6,0	5	0,21	8,5	18	1,80	48,6	12	1,09	14,1	2	0,20	3,8	9	0,41	11,1
	Total obj. nég.	64	2,37	100,0	50	2,63	100,0	59	2,46	100,0	37	3,70	100,0	86	7,82	100,0	52	5,20	100,0	81	3,68	100,0

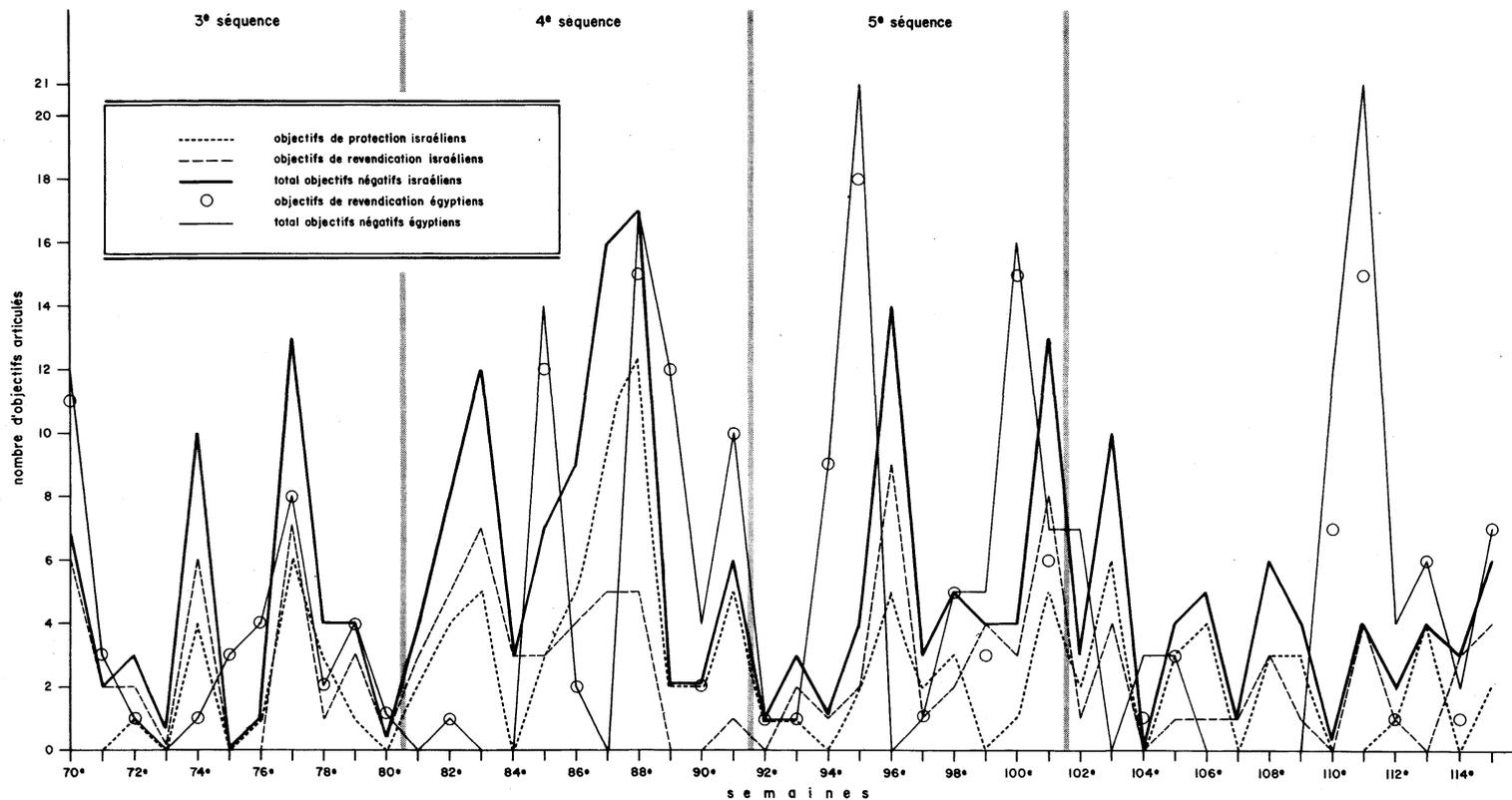
<sup>1</sup> Nous avons admis que phases et sous-phases comprenaient un nombre entier de semaines.

# OBJECTIFS PAR SEMAINE

La guerre d'usure, mars 1969 – août 1970.

CRISE

POST-CRISE



**ACTIONS DYADIQUES DE COERCITION (Israël ↔ R.A.U.)**

